



CHIFFRES-CLÉS DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

2015



Mon Navigo, mon Île-de-France.

**DÉZONAGE, COMPLÈMENT
DE PARCOURS, RECHARGEMENT :**
Retrouvez plus d'informations sur navigo.fr



SOMMAIRE

	L'ÎLE-DE-FRANCE	2
	POPULATION	8
	ÉCONOMIE GÉNÉRALE	10
	PIB	10
	VALEUR AJOUTÉE.....	11
	ÉCHANGES INTERNATIONAUX	12
	INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS	13
	BUDGET.....	14
	FISCALITÉ	15
	EMPLOI ET REVENUS	16
	EMPLOI.....	16
	CHÔMAGE.....	21
	REVENUS.....	22
	ENTREPRISES	24
	SECTEURS D'ACTIVITÉ	26
	AGRICULTURE	26
	ARTISANAT.....	27
	CONSTRUCTION	27
	COMMERCE.....	27
	LOGEMENT	29
	ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE	30
	ENSEIGNEMENT.....	30
	APPRENTISSAGE	32
	RECHERCHE	33
	IMMOBILIER D'ENTREPRISES	36
	INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS	38
	ENVIRONNEMENT	41
	TOURISME	42
	GLOSSAIRE / LIENS UTILES / POUR EN SAVOIR PLUS	47

L'ÎLE-DE-FRANCE

L'Île-de-France dans l'Union européenne au 01.01.2015



- Pays membres de l'Union européenne
- Pays membres de l'espace Schengen
- Région Île-de-France
- € Pays membres de la zone Euro

0 250 500 km
© IAU îdF / Source : IAU îdF



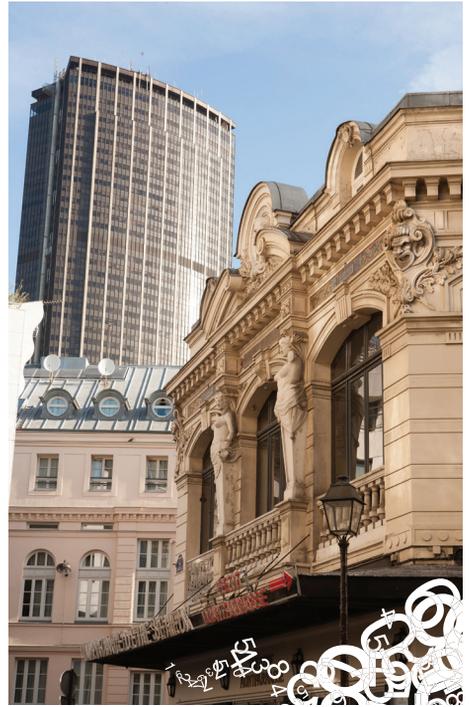
L'ÎLE-DE-FRANCE

Située au carrefour des échanges européens et mondiaux, l'Île-de-France est la première région économique française et l'une des premières au niveau européen. Composée de 8 départements et 1 299 communes et arrondissements, elle accueille une population de 12 millions d'habitants⁽¹⁾ (18 % de la population française métropolitaine), plus jeune que la moyenne nationale.

Des atouts nombreux :

- son PIB représente 31 % de la richesse nationale et près de 4 % du PIB de l'Union européenne, devant le Grand Londres et la Lombardie ;
- sa forte tradition industrielle se caractérise par un tissu dense de PME / PMI et un large éventail d'activités. Elle rassemble une forte densité d'entreprises technologiques (grands groupes, PME, start-ups), des pôles de compétitivité de réputation internationale et une des plus fortes concentrations scientifiques et technologiques en Europe ;
- premier bassin d'emploi européen, sa main-d'œuvre est hautement qualifiée : 33 % des cadres français. L'Île-de-France rassemble 22 % des universités françaises, 25 % des écoles d'ingénieurs (hors universités) et 20 % des écoles de commerce ;
- pour renforcer son attractivité, la région s'est dotée d'infrastructures de premier plan.

Le « hub » aérien de Paris est le premier d'Europe continentale : la plupart des grandes métropoles européennes sont accessibles en moins de 2 heures de vol.



Tour Montparnasse © Gilles Targat / CRT Paris Ile-de-France

⁽¹⁾ Estimation 2014.

L'ÎLE-DE-FRANCE



Pyramide du Louvre
© Gilles Targat /
CRT Paris Ile-de-France

- Avec 70 ports répartis sur 500 km de voies navigables, la région est également la deuxième plate-forme fluviale d'Europe. Ports de Paris est le premier port intérieur du monde dans le domaine du tourisme avec une flotte de plus de 110 bateaux et 7,5 millions de passagers transportés en 2013 ;
- ses réseaux de communication à haut débit permettent aux entreprises de bénéficier de conditions technologiques très favorables à leur essor ;
- enfin, l'Île-de-France, et plus particulièrement Paris, ville d'art, d'histoire et de culture, restent très attractifs pour les touristes internationaux. Elle est, depuis plusieurs années, la première région touristique mondiale. En outre, avec plus de 680 000 m² d'espaces d'exposition, Paris se situe au premier rang européen sur tous les critères : nombre de salons accueillis, nombre d'exposants et nombre de visiteurs et au deuxième rang, pour les salons de plus de 200 exposants. Sur le marché mondial (salons de plus de 500 exposants), Paris est au premier rang en termes de nombre de salons et nombre de visiteurs et au troisième rang derrière Canton et Las Vegas en termes de nombre d'exposants.



Tour Eiffel - © Paris Tourism Office / Daniel Thierry

Les départements de l'Île-de-France en bref

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Superficie (km²)	105	5 915	2 284	1 804	176	236	245	1 246	12 012
Population (01.01.2014)*	2 241 346	1 380 030	1 414 931	1 257 141	1 601 583	1 554 166	1 356 673	1 199 207	12 005 077
Densité de population (hab/km²)	21 346	233	619	697	9 100	6 585	5 537	962	999
Etablissements actifs (31.12.2012)	582 578	105 303	120 437	93 638	175 217	126 257	112 413	87 878	1 403 721
Taux de création d'entreprises (2013)	12,2	17,0	15,5	16,5	15,9	18,7	18,0	17,7	15,0

* Données provisoires

Source : Insee

La région Île-de-France représente 18 % de la population française métropolitaine et 31 % du PIB national

Superficie (km²)

12 012



Population
en 2014

(Insee, estimation au 1^{er} janvier)

12 005 100



Densité
de la
population
en 2014 (hab./km²)

999



PIB en 2012

(millions d'euros courants, Insee)

612 323

Exportations en 2014

(millions d'euros, Douanes)

77 060

Importations en 2014

(millions d'euros, Douanes)

128 840



Nombre
d'entreprises
en 2013

(Insee, 1^{er} janvier)

887 750



Créations
d'entreprises
en 2013 (Insee)

- auto-entrepreneurs

67 650

- hors auto-entrepreneurs

65 915



Défaillances
d'entreprises en
2013 (Insee)

13 200



Population
active occupée
en 2012 (Insee)

5 210 000



Emploi total
(salié et
non salié)
fin 2013

(Insee, données provisoires)

6 090 000



Emplois créés
ou maintenus par de
nouvelles implantations
d'entreprises étrangères
en 2013 (PRE/AFII)

5 000



Demandeurs d'emploi
(cat. A)

au 31.12.2014
(Pôle emploi, Dares)

657 800



Taux de
chômage
localisé au

4^e trimestre 2014 (Insee)

8,9 %



Nombre
d'étudiants
2013-2014
(MESR)

645 070



Effectifs de
la recherche
publique et privée
en 2012 (MESR)

153 520

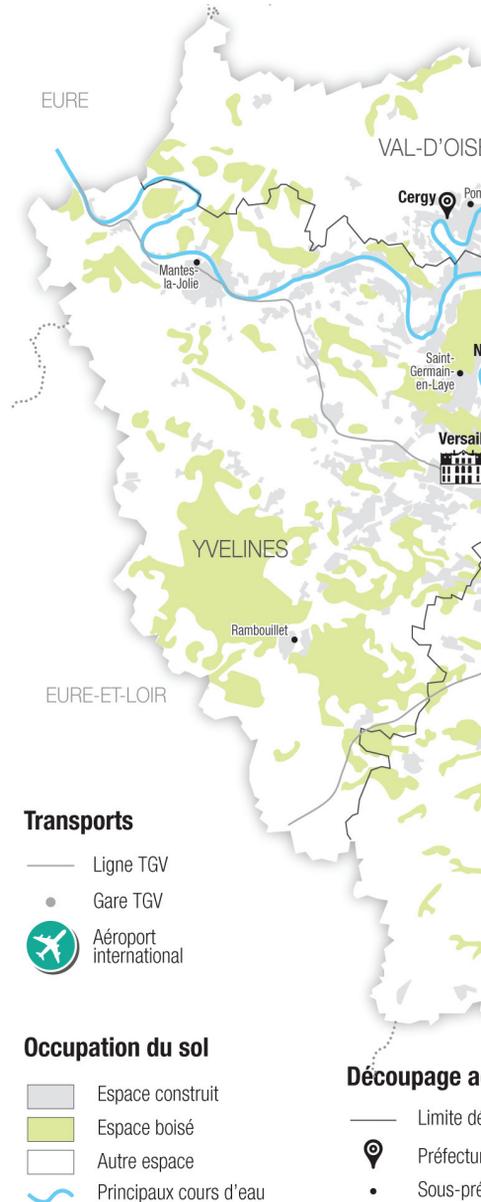
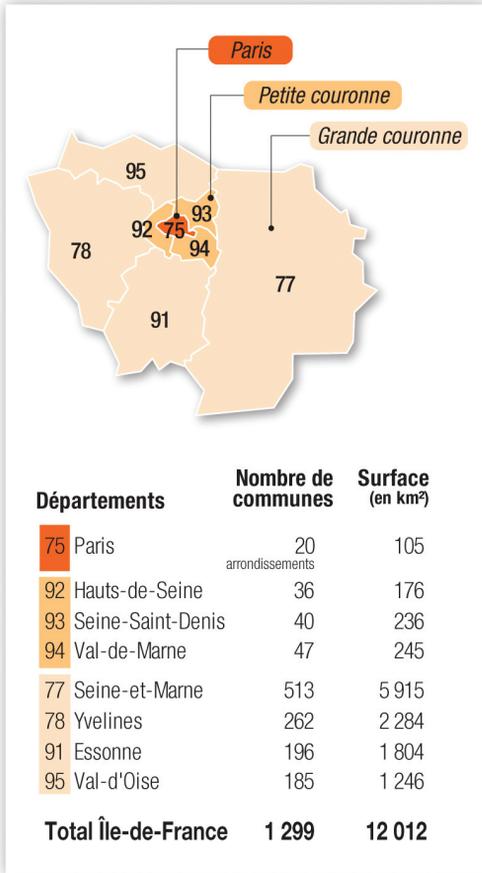


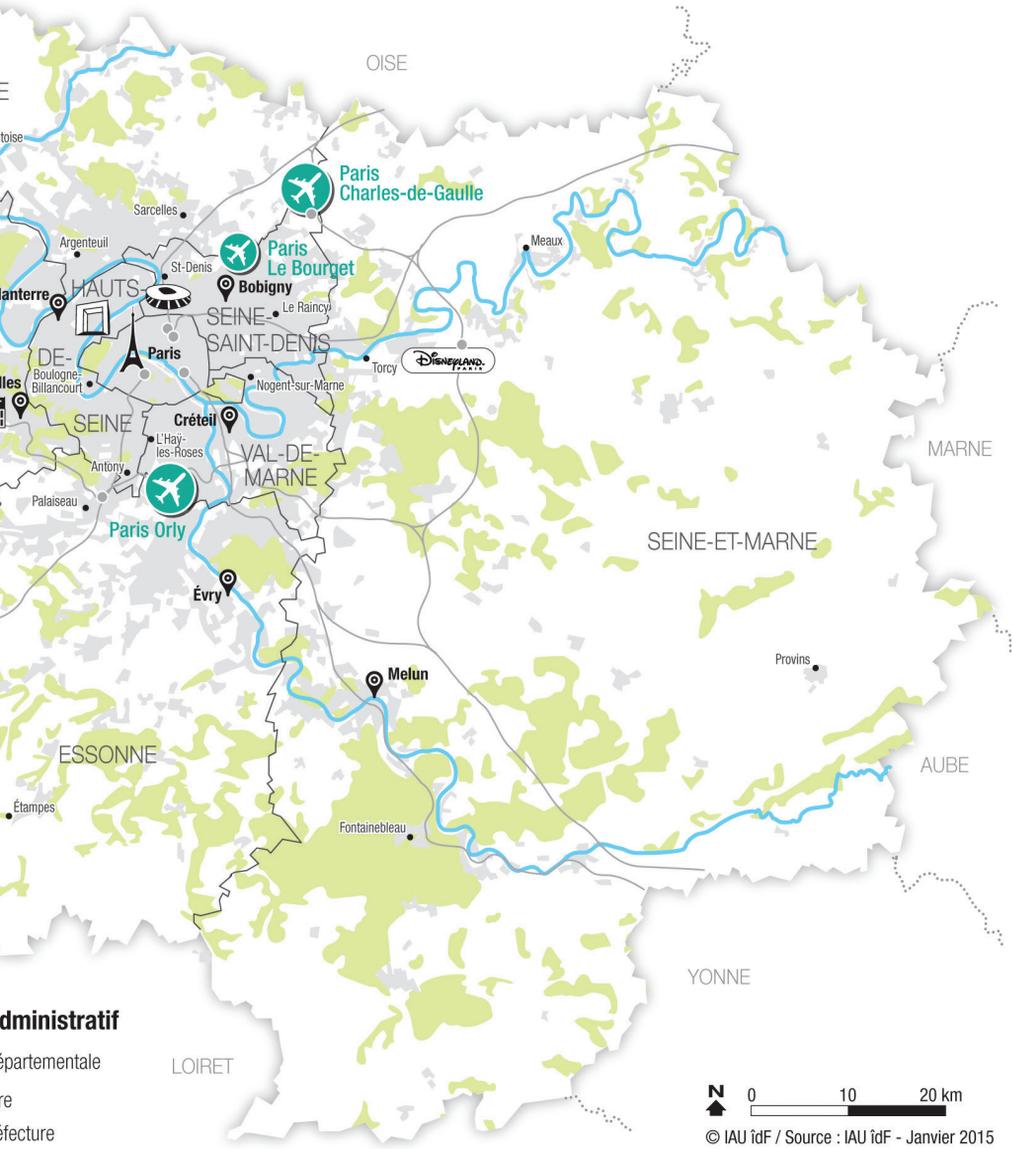
Trafic aérien des
Aéroports de Paris
en 2014

(millions de passagers,
Aéroports de Paris)

92,7







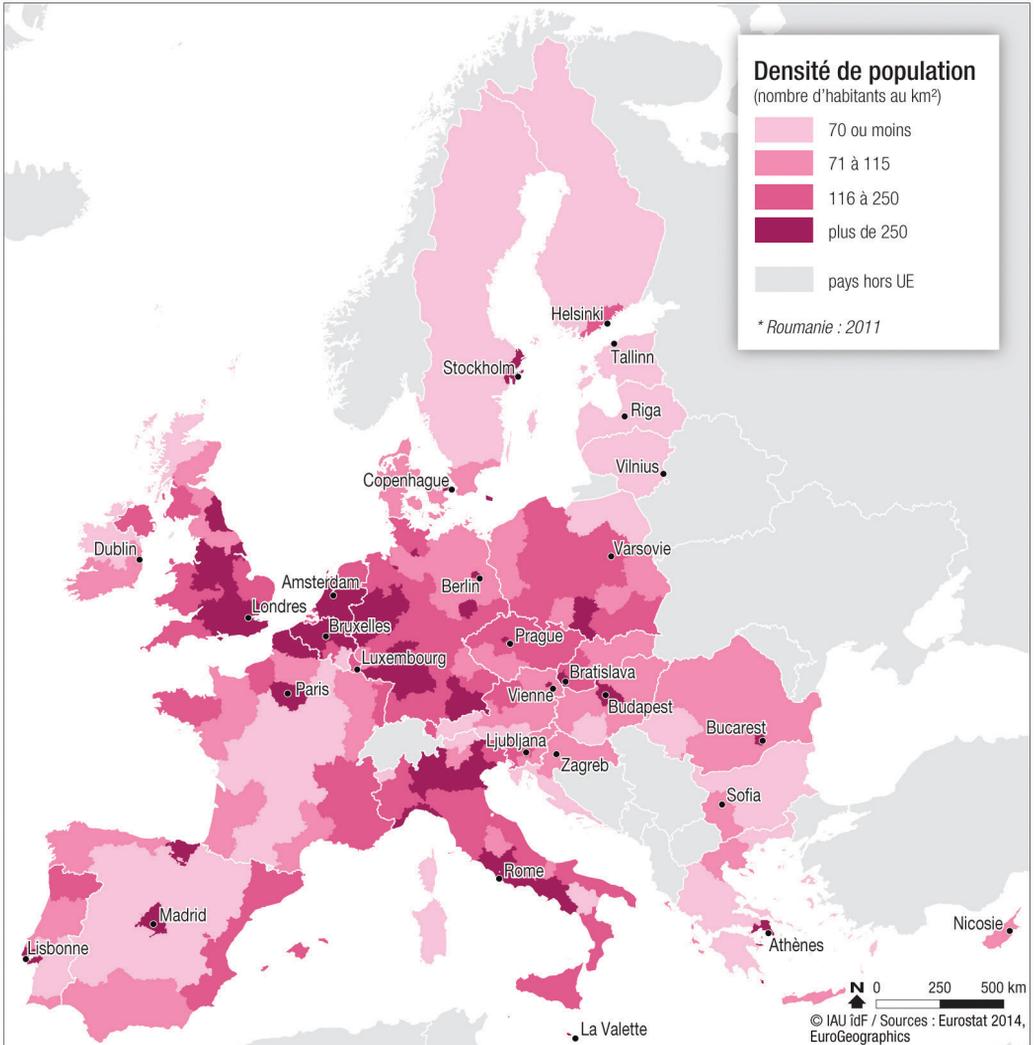
Administratif
 départementale
 re
 efecture



© IAU îdF / Source : IAU îdF - Janvier 2015

POPULATION

Densité de population dans les régions de l'Union européenne en 2012



18 % de la population française métropolitaine et 2,4 % de la population de l'UE

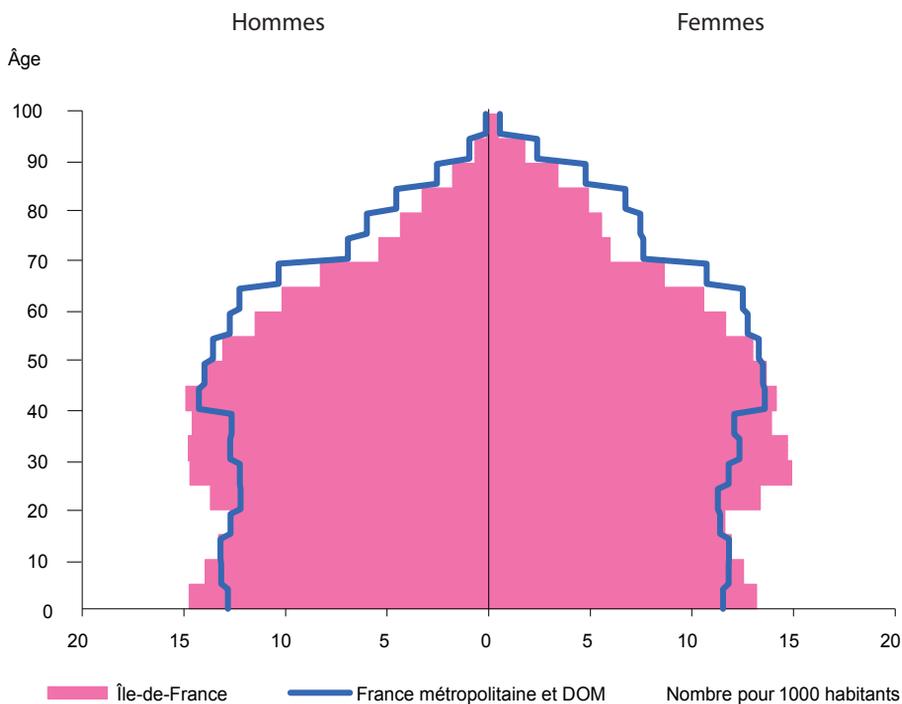
4 villes de plus de
100 000 habitants (hors Paris)
Boulogne-Billancourt (92), Saint-Denis (93), Argenteuil (95) et Montreuil (93)

Évolution de la population entre 2007 et 2012

	Superficie (km ²)	Population		Taux d'évolution annuel moyen 2007/2012 (%)	Densité de population en 2012 (hab./km ²)
		2007	2012		
Île-de-France	12 012	11 598 866	11 898 502	0,5	991
France métropolitaine	543 965	61 795 238	63 375 971	0,5	117

Source : Insee, recensements de la population 2007 et 2012

Pyramides des âges au 01.01.2014



Source : Insee, estimations de population (résultats provisoires)

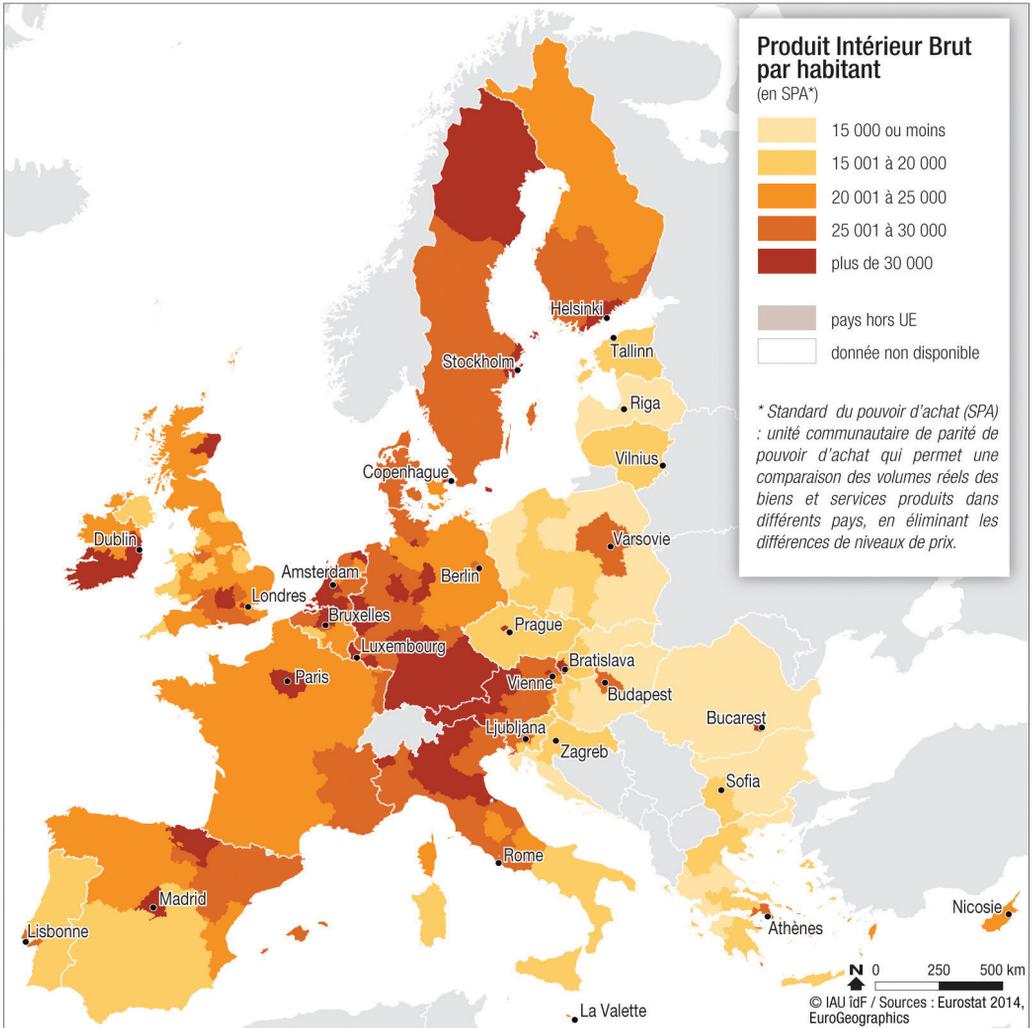
24,3 % des familles franciliennes avec enfants ont 3 enfants ou plus (21,1 % en France métropolitaine)

Fécondité
2,03 enfants par femme en Île-de-France (2,01 en France métropolitaine)

ÉCONOMIE GÉNÉRALE

PIB

Produit intérieur brut (PIB) dans les régions de l'Union européenne en 2011



30,7 % du PIB métropolitain en 2012

Produit intérieur brut en 2012

	Île-de-France	France métropolitaine	Évolution 2012/2011(%)	
			Île-de-France	France métropolitaine
PIB en valeur ⁽¹⁾	623 673	2 052 553	1,3 %	1,5 %
PIB par emploi ⁽²⁾	103 256	77 903	0,7 %	1,4 %
PIB par habitant ⁽²⁾	52 298	32 317	0,9 %	1,1 %

⁽¹⁾ En millions d'euros courants.

⁽²⁾ En euros courants.

Le produit intérieur brut (PIB) est ce que produit l'économie d'un pays. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques), moins les subventions sur les produits.

Source : Insee, comptes régionaux, base 2005. Données 2011 et 2012 provisoires



Chaîne d'assemblage Renault à Flins-sur-Seine © CCI Paris Ile-de-France



© A. Potignon / CCI Paris Ile-de-France

VALEUR AJOUTÉE

Valeur ajoutée par secteur d'activité en 2012

	Île-de-France		France métropolitaine
	Millions d'euros	%	%
Agriculture	721	0,1	2,0
Industrie	42 334	7,7	12,6
Construction	25 613	4,7	6,3
Tertiaire marchand	389 654	71,0	56,7
Tertiaire non marchand	90 224	16,5	22,4
Total valeur ajoutée	548 545	100,0	100,0

La valeur ajoutée est la différence entre la valeur des biens ou services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés pour la production, dite des « consommations intermédiaires ».

Source : Insee, comptes régionaux, base 2005, données provisoires

87,5 % de la valeur ajoutée réalisée par le secteur tertiaire (74,4 % en province)

1^{ère} région exportatrice (18,1% des exportations françaises) et importatrice (25,9% des importations françaises) de biens

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Échanges extérieurs de biens en 2014

	Montant (millions d'euros)	Évolution 2014/2013 (%)
Importations	128 841	- 1,0
Exportations	77 056	0,0
Taux de couverture	59,8 %	+ 0,8 point

Source : Direction générale des douanes et droits indirects



© E. Wautier / CCI Paris Ile-de-France

Principaux produits échangés en 2014

Importations

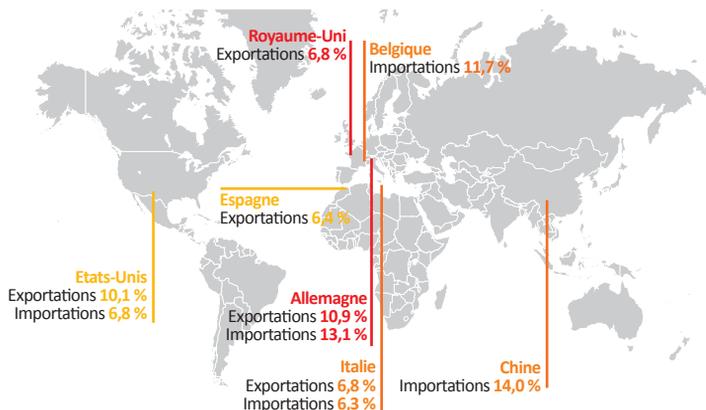


Exportations



Source : Direction générale des douanes et droits indirects

Principaux pays clients et fournisseurs en 2014

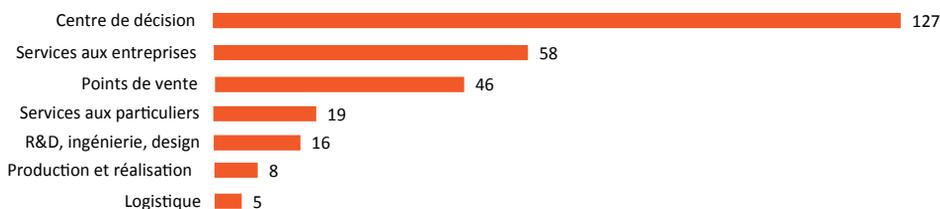


Source : Direction générale des douanes et droits indirects

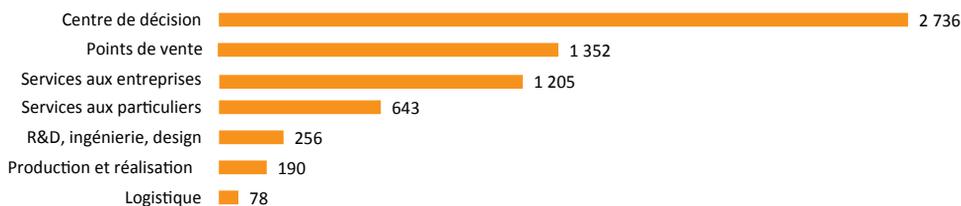
INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Nombre d'implantations d'entreprises étrangères et des emplois créés ou maintenus par type d'implantation en 2013

Implantations d'entreprises étrangères - Total 279



Emplois - Total 6 460



Sources : AFII et PRE

Principaux pays d'origine des entreprises étrangères implantées et emplois créés ou maintenus en 2013

Pays d'origine	Entreprises		Emplois		Nombre de salariés moyen
	Nombre	%	Nombre	%	
États-Unis	66	23,7	1 735	26,9	26
Royaume-Uni	32	11,5	1 245	19,3	39
Allemagne	33	11,8	727	11,3	22
Italie	22	7,9	530	8,2	24
Pays-Bas	8	2,9	351	5,4	44
Belgique	7	2,5	341	5,3	49
Espagne	17	6,1	270	4,2	16
Suède	9	3,2	215	3,3	24
Chine	16	5,7	187	2,9	12
Suisse	9	3,2	152	2,4	17
Canada	7	2,5	101	1,6	14
Finlande	4	1,4	98	1,5	25
Japon	11	3,9	96	1,5	9
Norvège	1	0,4	70	1,1	70

Source : PRE

Note : en 2013, les chiffres concernent la totalité des projets (auparavant les projets inférieurs à 10 emplois n'étaient pas comptabilisés), les données ne sont donc pas comparables avec celles des années antérieures.

ÉCONOMIE GÉNÉRALE

BUDGET

Budget de la Région en 2015 et 2014 (en millions d'euros)

	Montant
Budget 2015	4 959
Budget 2014	4 751
Dépenses d'investissement (2015)	2 337
Dépenses de fonctionnement (2015)	2 316
Ventilation des dépenses (2015) :	
- Transports	1 803
- Lycées*	704*
- Apprentissage, formation professionnelle, emploi	690
- Développement économique, innovation, tourisme	230
- Enseignement supérieur, recherche	129
- Logement	163
- Environnement	154
- Culture	100
- Politique de la ville et renouvellement urbain	45
- Sécurité	14

* hors rémunération des agents des lycées

Source : Conseil Régional d'Île-de-France

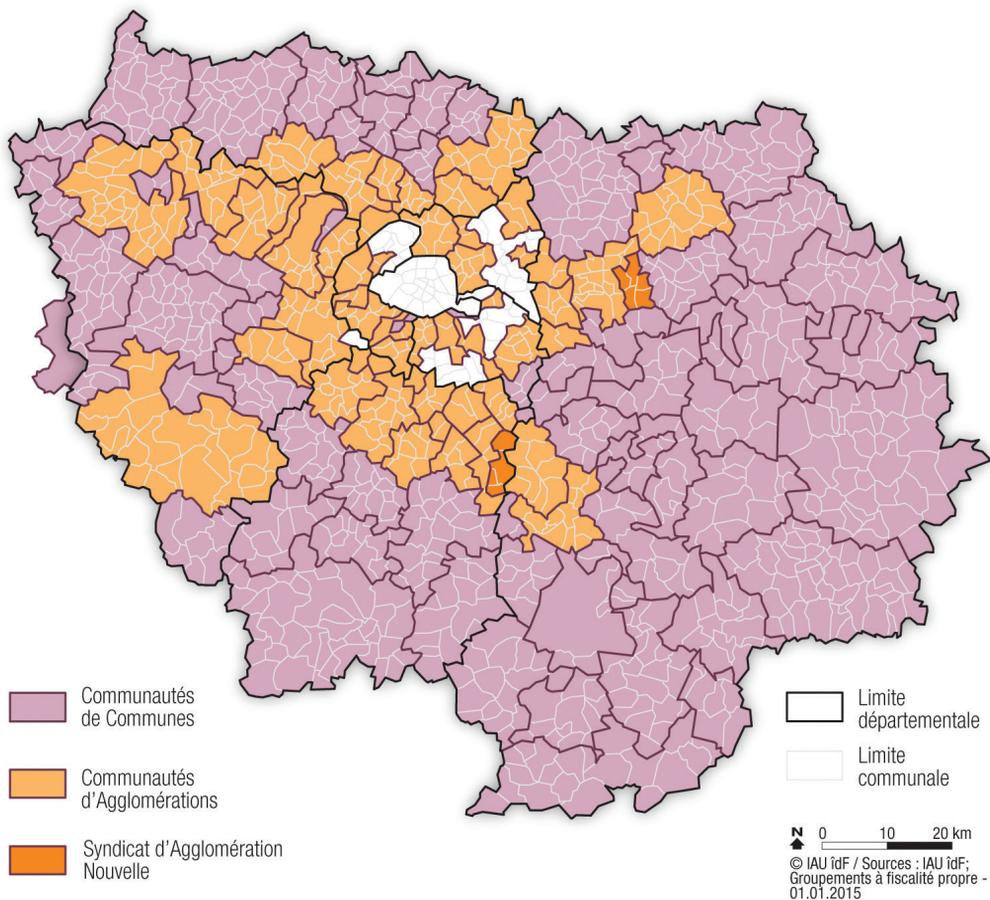
Fonds européens accordés dans le cadre des politiques de cohésion et de développement rural pour la période de programmation 2014-2020

	Objectifs du fonds	Montant (millions d'euros)
FSE (Fonds social européen)	Initiatives en faveur de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle	661,6
FEDER (Fonds européen de développement régional)	Projets d'innovation, de développement économique et durable et de réduction des disparités régionales	178,0
FEADER (Fonds européen agricole de développement rural)	Compétitivité des secteurs agricole et forestier, environnement et gestion de l'espace rural, qualité de vie et diversification des activités en zone rurale	n. d.

Source : DGEFP

FISCALITÉ

Groupements à fiscalité propre au 01.01.2015



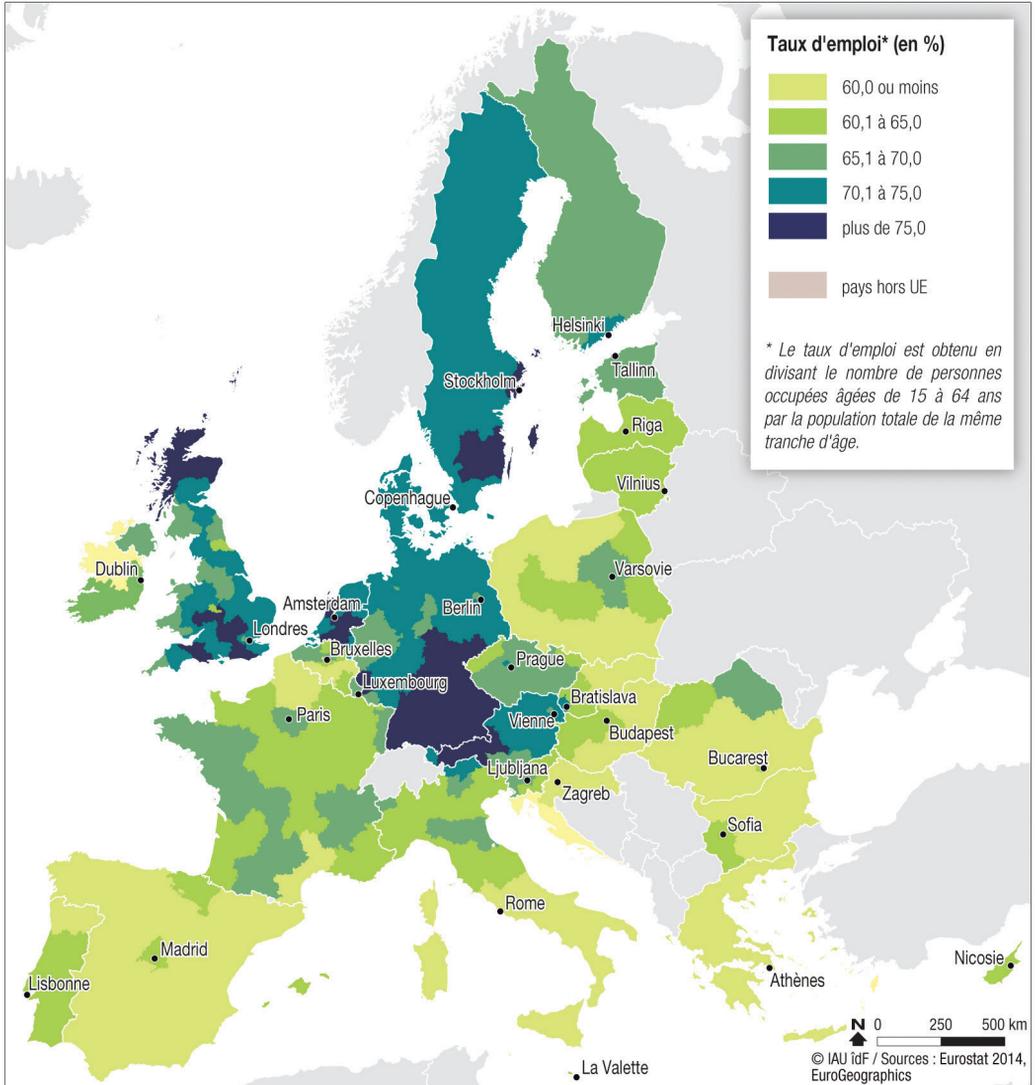
Selon le périmètre des intercommunalités au 1er janvier 2015, 8,1 millions de Franciliens (population municipale au 1er janvier 2012) et 97 % des communes d'Ile-de-France font partie des 113 groupements à fiscalité propre de la région. Cela représente 84 % de la population francilienne hors Paris (68 % avec Paris) avec :

- 48 communautés d'agglomération
- 2 syndicats d'agglomération
- 63 communautés de communes

EMPLOI ET REVENUS

EMPLOI

Taux d'emploi dans les régions de l'Union européenne en 2013





© pict rider / Fotolia

Structure de la population active⁽¹⁾ en 2012

(%)

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, prof. intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Île-de France	0,2	5,2	29,2	24,5	26,9	14,0
Hommes	0,2	7,8	32,6	21,7	15,2	22,6
Femmes	0,1	2,5	25,7	27,4	39,4	4,9
Province	2,2	6,4	14,1	23,7	29,2	24,3
Hommes	3,1	8,7	16,4	22,4	12,3	37,1
Femmes	1,3	3,8	11,5	25,2	48,0	10,2

⁽¹⁾ Hors chômeurs n'ayant jamais travaillé et militaires du contingent.

Source : Insee, enquête emploi en continu 2012

Taux d'activité en 2012

(%)

	Île-de-France	Province
Ensemble	61,4	55,6
Hommes	66,8	60,8
Femmes	56,6	50,8
15 à 29 ans	49,8	54,7
30 à 49 ans	89,7	89,5
50 ans ou plus	42,1	32,4

Source : Insee, enquête emploi en continu 2012

Niveau de diplôme de la population active en 2012⁽¹⁾

(%)

	Île-de-France	Province
Aucun diplôme ou CEP	16,2	15,6
Brevet des collèges	6,6	7,1
CAP, BEP	14,2	26,5
Baccalauréat	19,5	19,6
Diplôme de niveau Bac + 2	14,0	14,7
Diplôme de 2^e ou 3^e cycle universitaire	29,6	16,5

⁽¹⁾ Répartition selon le diplôme le plus élevé obtenu.

Source : Insee, enquête emploi en continu 2012

Taux de chômage localisé

8,9 % au 4^e trimestre 2014
(10,0 % en France métropolitaine)

928 250 demandeurs d'emploi
(catégories A, B, C) au 31 décembre 2014

EMPLOI ET REVENUS

Structure de l'emploi en 2012

	(%)	
	Île-de-France	Province
Ensemble	100,0	100,0
Hommes	53,7	52,0
Femmes	46,3	48,0
15 à 29 ans	19,2	19,0
30 à 49 ans	54,3	52,9
50 ans ou plus	26,5	28,1
Non salariés	8,8	12,2
Salariés, dont :	91,2	87,8
- Emplois précaires (CDD, intérim, apprentis, stages et contrats aidés)	9,9	12,8
- Emplois stables	81,3	75,0
hors État et collectivités locales	64,1	57,5
État et collectivités locales	17,3	17,6
Secteurs d'activité, dont :		
Industrie	9,4	14,8
Construction	5,6	7,2
Tertiaire	84,5	73,9

Source : Insee, enquête emploi en continu 2012



© CCI Paris Ile-de-France



© E. Wautier / CCI Paris Ile-de-France

Plus de **6** millions d'emplois salariés et non salariés au 31 décembre 2013

17 % des emplois salariés franciliens sont dans le commerce au 3^e trimestre 2014

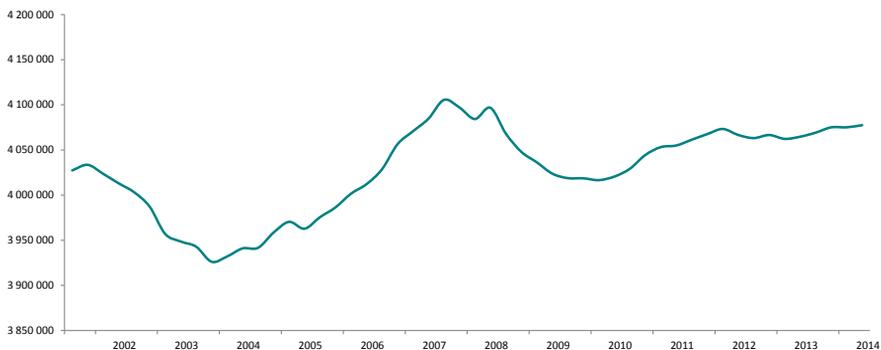
Emploi salarié privé par secteur d'activité au 3^e trimestre 2014

	Salariés		Evolution 2014 / 2013 (%)
	3 ^e trimestre 2013	3 ^e trimestre 2014	
Ile-de-France dont :	4 064 716	4 077 493	0,3
Industrie	454 935	450 482	- 1,0
Construction	275 654	275 817	0,1
Tertiaire marchand	3 334 127	3 351 194	0,5
<i>dont commerce</i>	<i>686 595</i>	<i>692 044</i>	<i>0,8</i>
<i>dont intérim</i>	<i>83 385</i>	<i>78 615</i>	<i>- 5,7</i>
France, dont :	15 428 600	15 373 300	- 0,4
Industrie	3 182 000	3 143 900	- 1,2
Construction	1 399 600	1 362 800	- 2,6
Tertiaire marchand	10 847 000	10 866 600	0,2
<i>dont commerce</i>	<i>3 001 500</i>	<i>2 999 600</i>	<i>- 0,1</i>
<i>dont intérim</i>	<i>524 900</i>	<i>518 500</i>	<i>- 1,2</i>

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières

Source : Insee, estimations d'emploi, 2013 et 2014

Evolution de l'emploi salarié privé entre le 4^e trimestre 2001 et le 3^e trimestre 2014

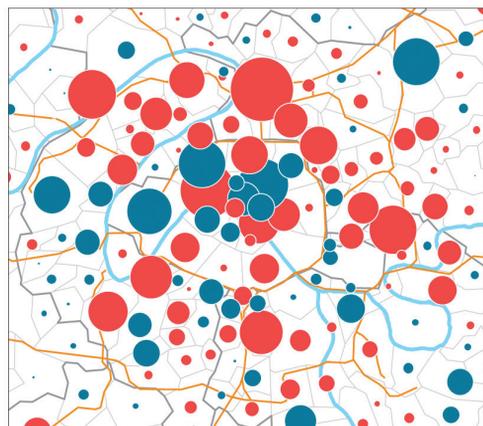
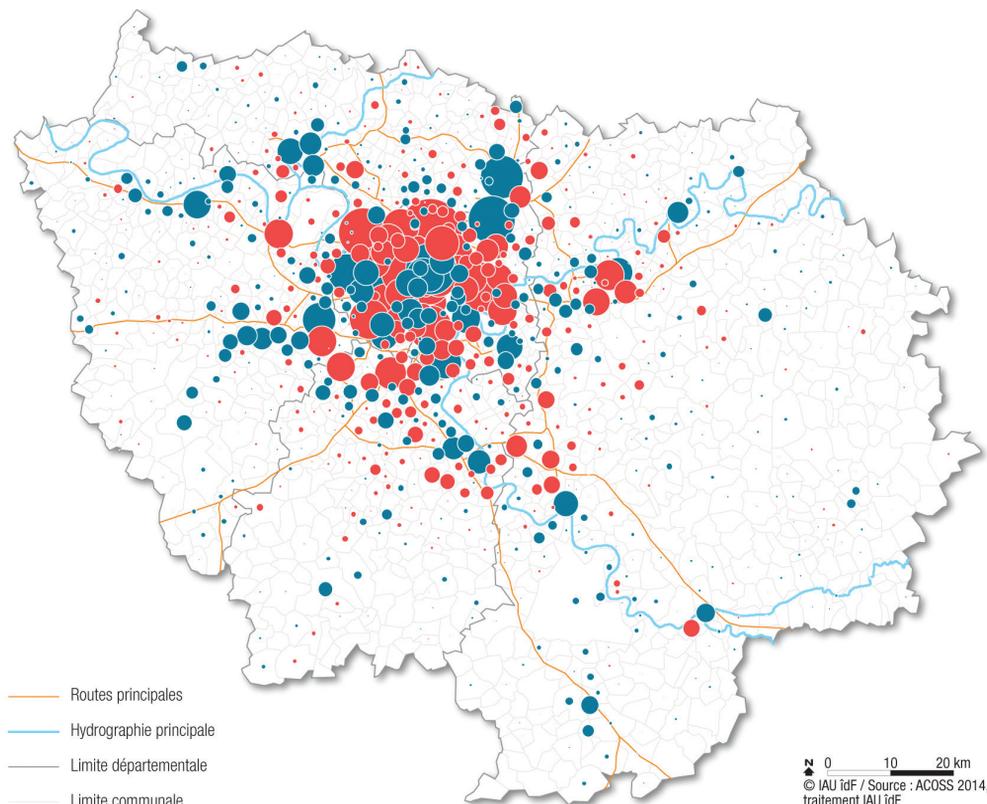


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières

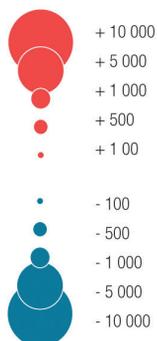
Source : Insee, estimations d'emploi

EMPLOI ET REVENUS

Emplois salariés du secteur privé : évolution entre 2008 et 2013



Évolution du nombre d'emplois entre 2008 et 2013



CHÔMAGE

Profils de chômeurs (au sens du BIT) en 2012

	Structure		
	Île-de-France	Province	France métropolitaine
Ensemble	100,0	100,0	100,0
Hommes	53,4	51,2	51,6
Femmes	46,6	48,8	48,4
15 à 29 ans	32,4	37,8	36,9
30 à 49 ans	46,2	43,1	43,6
50 ans ou plus	21,4	19,1	19,5

Catégories socioprofessionnelles, dont :

Cadres	12,6	5,1	6,4
Professions intermédiaires	16,3	12,1	12,9
Employés	28,3	30,1	29,8
Ouvriers	25,4	33,5	32,1
Sans diplôme ou CEP	27,0	27,4	27,3
Brevet, CAP, BEP	25,9	34,9	33,4
Baccalauréat	20,1	20,0	20,0
Diplôme de niveau Bac + 2	9,3	8,2	8,4
Diplôme de 2 ^e ou 3 ^e cycle universitaire	17,7	9,5	10,9

Source : Insee, enquête emploi en continu 2012

Demandeurs d'emploi en fin de mois au 31.12.2014 ⁽¹⁾

	Catégories A, B et C				Catégorie A
	Ensemble	Moins de 25 ans (%)	50 ans ou plus (%)	Longue durée (%)	Ensemble
Île-de-France	928 000	11,1	23,1	42,8	657 800
Province	4 363 500	16,6	22,0	42,8	2 895 100
France métropolitaine	5 291 800	15,7	22,2	42,8	3 552 900

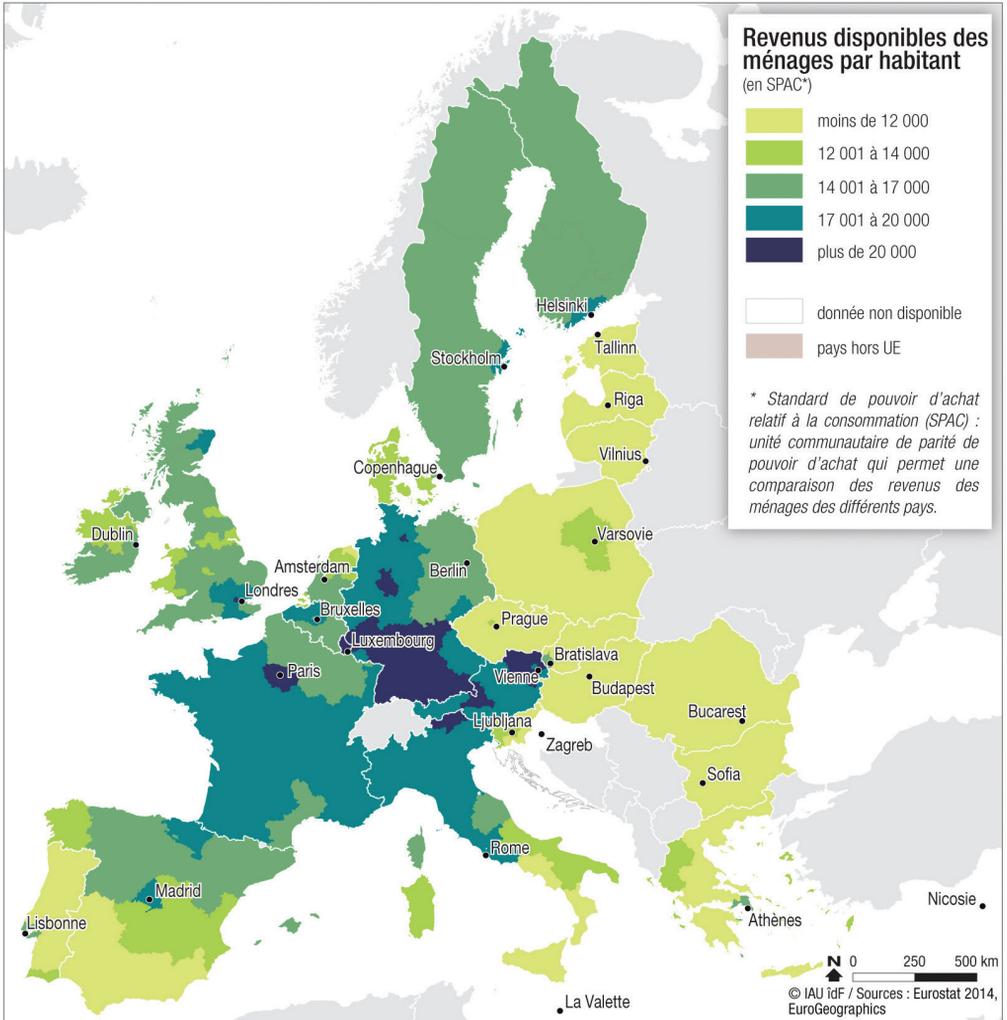
⁽¹⁾ Voir glossaire.

Sources : Pôle emploi et Dares, données brutes

EMPLOI ET REVENUS

REVENUS

Revenu des ménages dans les régions de l'Union européenne en 2011



Formation du revenu disponible brut des ménages par habitant en 2011 ⁽¹⁾

	Revenu disponible brut par habitant (euros)	Excédent brut et revenu mixte (%) (+)	Salaires et traitements bruts (%) (+)	Cotisations sociales des salariés et non-salariés (%) (-)	Impôts (%) (-)	Prestations en espèces (%) (+)	Autres ⁽²⁾ (%) (+)
Île-de-France	24 598	20,5	71,6	12,5	17,1	25,3	12,2
Province	19 588	21,3	55,9	9,9	12,2	34,4	10,5
Métropole	20 530	21,1	59,5	10,5	13,3	32,3	10,9

⁽¹⁾ Données provisoires.

⁽²⁾ Autres : revenu de la propriété (intérêts, revenus des sociétés, revenus attribués aux assurés, revenus des terrains et gisements) + autres transferts courants.

Source : Insee, division Statistiques régionales, locales et urbaines - Comptes régionaux des ménages provisoires - base 2005

Revenu fiscal annuel en 2011

	Île-de-France	Province	France métropolitaine
Nombre total de ménages fiscaux	4 826 494	21 874 616	26 701 110
Part des ménages fiscaux imposés (%)	71,5	58,7	61,0
Structure du revenu fiscal déclaré (%)			
Part des revenus d'activité ⁽¹⁾	74,7	67,1	68,8
Part des traitements et salaires	69,8	60,9	63,0
Part des bénéficiaires	4,9	6,1	5,8
Part des retraites, pensions et rentes	18,2	26,7	24,8
Part des autres revenus	7,1	6,2	6,4

Champ : revenus fiscaux déclarés par les ménages.

⁽¹⁾ Revenus salariaux et revenus des professions non salariées.

Sources : Insee et DGFIP, dispositif Revenus fiscaux localisés des ménages

Traitements et salaires

70 % des revenus fiscaux déclarés en 2011 (61 % en province)

Niveau de vie mensuel médian

1 846 € en 2011 (1 593 € en province)

ENTREPRISES

Démographie des entreprises en 2013

	Île-de-France				France métropolitaine			
	Créations d'entreprises		Défaillances d'entreprises	Entreprises au 01.01.2013	Créations d'entreprises		Défaillances d'entreprises	Entreprises au 01.01.2013
	Auto-entrepreneurs	Hors auto-entrepreneurs			Auto-entrepreneurs	Hors auto-entrepreneurs		
Ensemble, dont :	67 649	65 915	13 203	887 750	269 383	251 614	64 539	3 587 821
Ind. manufacturière, ind. extractives et autres	2 498	1 867	627	38 702	13 659	12 420	4 505	239 372
Construction	5 580	10 109	3 106	93 157	32 879	43 776	15 314	483 535
Commerce, réparation auto. et moto.	10 816	11 740	2 312	161 694	55 637	49 966	13 264	711 306
Transports et entreposage	2 239	2 845	542	29 250	3 999	6 521	1 929	87 946
Hébergement et restauration	939	3 442	766	47 530	7 640	17 919	7 076	245 565
Information et communication	6 831	5 040	664	65 014	17 511	8 984	1 527	129 399
Activités financières et d'assurance	662	3 105	220	35 789	2 035	10 743	1 127	128 880
Activités immobilières	620	2 946	297	41 624	2 272	12 662	2 021	165 434
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	21 543	16 547	1 864	222 859	63 832	45 252	6 382	621 134
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	8 122	4 993	941	96 253	32 670	26 481	5 012	492 254
Autres activités des services	7 799	3 281	1 864	55 878	37 249	16 890	6 382	282 996

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Sources : Insee, répertoire des entreprises et des établissements ; Banque de France

Principaux employeurs au 31.12.2012

Raison sociale	Assistance publique - Hôpitaux de Paris ⁽¹⁾	Ville de Paris ⁽¹⁾	SNCF	La Poste	Air France	RATP	Préfecture de police de Paris ⁽¹⁾	France Télécom	Société Générale	BNP Paribas	PSA Peugeot Citroën	Renault SAS	Carrefour hypermarchés
Effectif régional	95 746	60 031	53 740	50 067	44 508	44 352	37 763	31 726	26 779	26 217	24 877	19 988	18 088

⁽¹⁾ Secteur public.

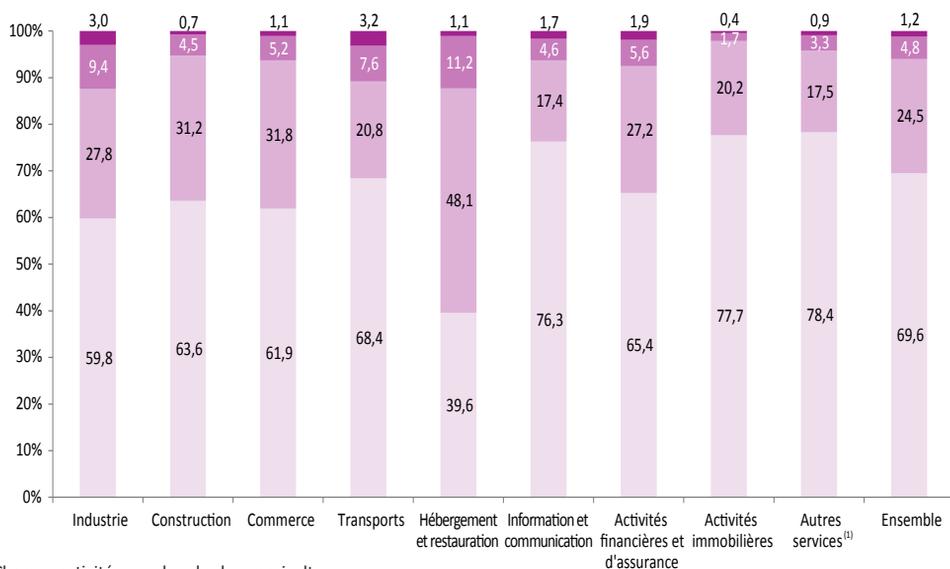
Source : Insee, CLAP (Connaissance localisée de l'appareil productif) 2012

994 000 établissements
en 2013, soit 22,9 % du total national

en 2013, **70,8 %** des entreprises franciliennes n'ont aucun salarié

Répartition des établissements selon la taille et le secteur au 01.01.2013

0 salarié ■ 1 à 9 salariés ■ 10 à 49 salariés ■ 50 salariés ou plus



Champ : activités marchandes hors agriculture.

⁽¹⁾ Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de services administratifs et de soutien, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, autres activités de services.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Taux de survie en 2011 des entreprises créées en 2006 selon l'activité

	Île-de-France	France
Tous secteurs d'activité	49,3	51,5
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	46,3	54,8
Construction	32,5	47,7
Commerce et services	51,9	50,8
Action sociale	70,6	70,0

Champ : entreprises créées au cours du 1^{er} semestre 2006 et exerçant des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, enquête Sine 2006, interrogations 2006, 2009 et 2011

Taux de création d'auto-entreprises

7,6% en 2013, légèrement supérieur au taux national (7,5 %)

Taux de création d'entreprises hors auto-entrepreneurs

7,4% en 2013, supérieur au taux national (7,0 %)

SECTEURS D'ACTIVITÉ

Répartition des établissements et des effectifs au 01.01.2014

	Île-de-France		
	Établissements	Effectifs	Effectif moyen par établissement
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	6 955	77 414	11
Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	7 316	47 142	6
Cokéfaction et raffinage	44	1 614	37
Fab. équipements électriques, électroniques, informatiques ; fab. de machines	3 041	74 817	25
Fabrication de matériels de transport	492	78 271	159
Fabrication d'autres produits industriels	28 364	174 505	6
Construction	97 700	279 864	3
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	192 908	690 465	4
Transports et entreposage	34 729	364 567	10
Hébergement et restauration	54 860	276 149	5
Information et communication	69 236	367 928	5
Activités financières et d'assurance	44 624	324 065	7
Activités immobilières	47 804	72 818	2
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	238 908	799 891	3
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	102 621	188 030	2
Autres activités de services	59 738	114 484	2
Ensemble	989 340	3 932 024	4

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

AGRICULTURE

Utilisation du territoire en 2013

	Hectares	Part (%)
Superficie agricole utilisée de la région	581 608	48,6
dont terres arables	548 603	45,9
Surfaces boisées et peupleraies en plein	319 609	26,7
Sols artificialisés	246 487	20,6
Autres surfaces non agricoles	48 770	4,1
Superficie totale de la région ⁽¹⁾	1 196 474	100,0

⁽¹⁾ Non compris Paris (10 517 hectares).

Source : Agreste, Statistique annuelle agricole, nouvelle nomenclature

8 926 ha de surfaces consacrées à l'agriculture biologique certifiées en 2013, soit une progression de + 124 % par rapport à 2009

4 personnes en moyenne par établissement en 2014

ARTISANAT

Entreprises artisanales au 01.01.2013

	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble	Densité artisanale ⁽¹⁾
Île-de-France	22 239	74 905	21 494	67 944	186 582	157
France métropolitaine	172 663	430 895	149 143	346 293	1 098 994	173

⁽¹⁾ Densité artisanale : nombre d'entreprises artisanales pour 10 000 habitants (population estimée au 01.01.2013)

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

CONSTRUCTION

Logements en 2013 et 2014

	Autorisés				Commencés			
	Île-de-France		France métropolitaine		Île-de-France		France métropolitaine	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Logements⁽¹⁾, dont :	62 759	63 491	414 059	362 485	48 392	47 265	318 748	286 043
logements collectifs	71,3 %	71,0 %	47,6 %	49,3 %	74,9 %	74,1 %	46,9 %	49,6 %
logements individuels purs	10,0 %	9,6 %	31,6 %	30,1 %	8,6 %	7,9 %	34,4 %	30,8 %

⁽¹⁾ Logements ordinaires hors logements en résidence.

Source : DRIHL, Sit@del2 en date de prise en compte

COMMERCE

Grandes surfaces du commerce de détail au 01.09.2014

	Centres commerciaux			Hypermarchés			Supermarchés			Super maxi-discomptes		
	Nombre	Surface ⁽¹⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾
Île-de-France	154	5 061 954	422	217	1 449 491	121	965	1 034 829	86	598	424 271	35
France	651	16 744 103	262	2 050	11 002 537	172	5 684	7 411 925	116	4 456	3 358 774	53

	Grands magasins			Jardineries ⁽⁴⁾			Bricolage		
	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾
Île-de-France	18	286 303	24	116	468 262	39	196	956 430	80
France	98	732 874	11	1 856	5 459 584	85	2 256	8 383 335	131

⁽¹⁾ Surface GLA : Gross Leasing Area (surface brute louée, qui correspond à la surface commerciale, soit surface de vente + réserves + parties communes).

⁽²⁾ Surface de vente.

⁽³⁾ La densité en m² pour 1 000 habitants est calculée à partir des estimations de population au 01.01.2013 (Insee).

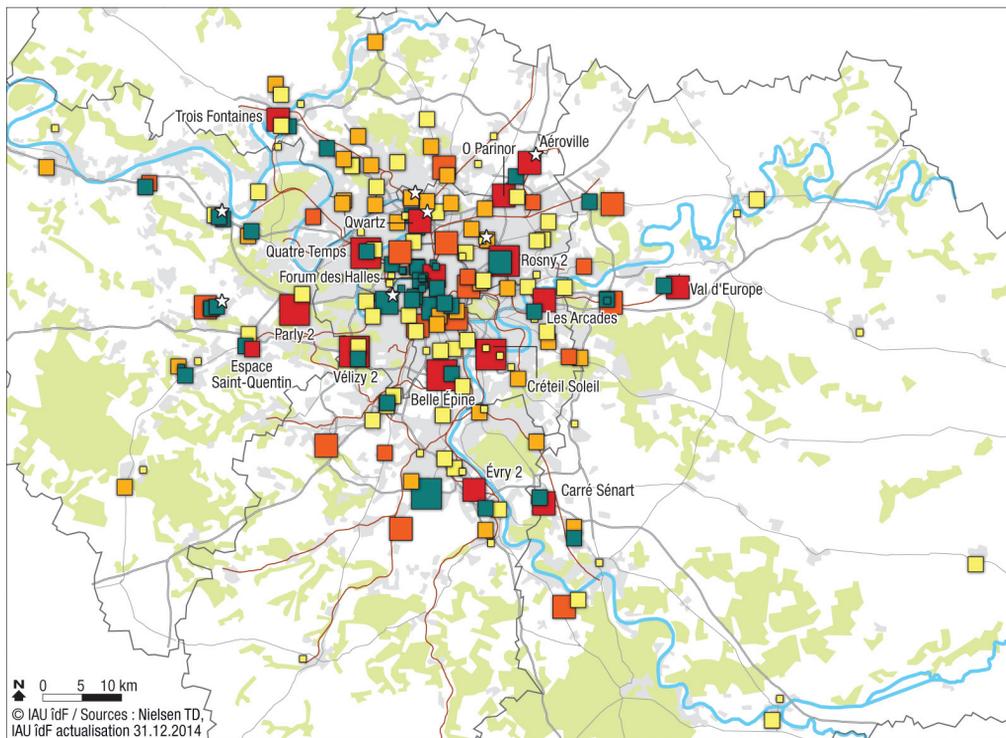
⁽⁴⁾ Hors LISA (libre service agricole).

Sources : Panorama / Trade dimensions, Le guide 2015 de la distribution

Note : les magasins Monoprix (magasins populaires) sont recensés dans les hypermarchés (surface de vente supérieure ou égale à 2 500 m²) ou supermarchés (surface de vente inférieure à 2 500 m²).

SECTEURS D'ACTIVITÉ

Centres commerciaux en 2014



Type de centre commercial

- régional
- interdépartemental
- intercommunal
- local
- spécialisé (magasins d'usines, galerie marchande, retail park...)

Occupation du sol

- espace construit
- espace boisé
- autre espace
- ~ principaux cours d'eau

Taille (surface GLA*)

- ≥ 100 000 m²
- 50 000 - 99 999 m²
- 10 000 - 49 999 m²
- 5 000 - 9 999 m²
- ☆ ouverture récente (2013 ou 2014)

Transports

- autoroute
- réseau routier national
- lignes RER

Définition des types de centres commerciaux

- c.c. **régional** : centres commerciaux de plus de 80 000 m² de surface commerciale et principaux centres commerciaux de villes nouvelles

- c.c. **interdépartemental** : centres commerciaux comprenant un hypermarché et dont la surface commerciale est comprise entre 40 000 et 80 000 m²

- c.c. **intercommunal** : centres commerciaux comprenant un hypermarché et dont la surface commerciale est comprise entre 20 000 et 40 000 m²

- c.c. **local** : centres commerciaux comprenant une moyenne ou grande surface alimentaire et dont la surface commerciale est comprise entre 5 000 et 20 000 m²

- c.c. **spécialisé** : autres centres commerciaux sans locomotive alimentaire orientés vers l'équipement de la personne, de la maison, etc.

* surface GLA : surface brute louée, ce qui correspond à la surface commerciale (surface de vente + réserves et parties communes)

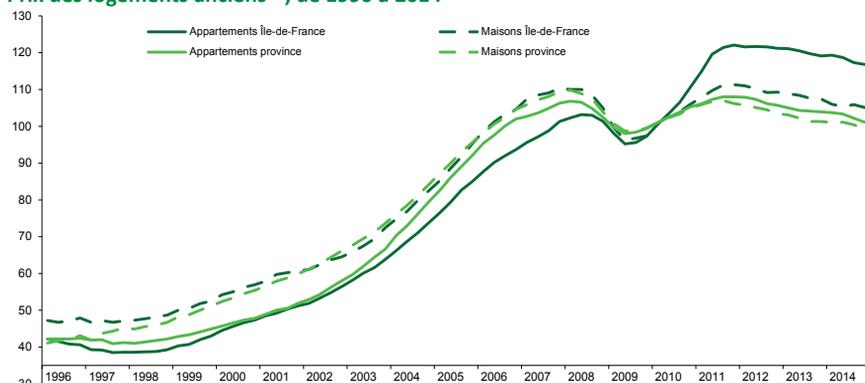
LOGEMENT

Caractéristiques des logements en 2006 et 2011

	Île-de-France		France métropolitaine	
	2011	2006	2011	2006
Nombre de logements (milliers)	5 486	5 309	32 860	31 090
Nombre de résidences principales (milliers)	4 993	4 830	27 348	26 070
Proportion de maisons individuelles (%)	26,9	26,9	55,9	55,7
Proportion de locataires (%)	49,3	49,3	39,8	39,9
Nombre moyen de pièces par résidence principale	3,4	3,4	4,0	4,0
Nombre moyen de personnes par ménage	2,3	2,3	2,3	2,3

Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011, exploitations principales

Prix des logements anciens ⁽¹⁾, de 1996 à 2014 ⁽²⁾



⁽¹⁾ Logements anciens au sens fiscal du terme : construits depuis plus de cinq ans ou ayant déjà fait l'objet d'une mutation.

⁽²⁾ Base 100 au 1^{er} trimestre 2010

Sources : Chambre des notaires de Paris (pour l'Île-de-France), Perval-M.I.N. (pour la province), Insee

Loyers du parc privé au 01.01.2014

	Paris	Petite couronne	Grande couronne	Agglomération parisienne
Surface moyenne (m ²)	50	53	59	53
Loyer mensuel moyen				
en euros	1 109	846	790	934
en euros / m ²	22,1	16,1	13,4	17,6
Évolution annuelle en 2013				
en %	2,7	1,8	2,1	2,3
en euros / m ²	0,5	0,3	0,2	0,4

Source : OLAP

5 486 000 logements en 2011,
91 % sont des résidences principales (83 % en province)

47,5 % des ménages franciliens
sont propriétaires de leur résidence principale en 2011

ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE

ENSEIGNEMENT

Répartition des effectifs du premier degré à la rentrée 2013

	Effectifs enseignements public et privé				Dont effectifs enseignement public				
	Pré-élémentaire	Élémentaire	ASH ⁽¹⁾	Ensemble	Pré-élémentaire	Élémentaire	ASH ⁽¹⁾	Ensemble	Part du public (%)
Île-de-France	505 729	786 962	6 263	1 298 954	471 455	705 952	5 856	1 183 263	91,1
France métropolitaine	2 469 352	3 935 322	44 272	6 448 946	2 164 163	3 370 411	41 135	5 575 709	86,5
Part de l'Île-de-France (%)	20,5	20,0	14,1	20,1	21,8	20,9	14,2	21,2	

⁽¹⁾ Adaptation scolaire et scolarisation des enfants handicapés.

Source : MENJVA-DEPP, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire

Effectifs du second degré à la rentrée 2013

	Enseignements public * et privé (1) + (2)	Dont					
		Public (1)	Privé (2)	Collège	Lycée d'enseignement professionnel	Lycée d'enseignement général et technologique	Enseignement adapté
Île-de-France	1 018 160	818 054	200 106	590 748	111 749	302 314	11 952
France métropolitaine	5 472 782	4 311 317	1 161 465	3 237 566	666 908	1 470 561	94 384
Part de l'Île-de-France (%)	18,6	19,0	17,2	18,2	16,8	20,6	12,7

* y compris établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA). Ces établissements peuvent comporter des effectifs scolarisés relevant des 1^{er} cycle, 2nd cycle professionnel, 2nd cycle général et technologique et de l'enseignement adapté.

Champ : établissements du secteur privé et public, sous contrat ou hors contrat, hors second degré agricole, hors établissements n'ayant que des CPGE et STS, y compris formations complémentaires diplômantes et préparations diverses pré bac, rentrée 2013.

Sources : MEN - MESR DEPP





© G. Gauvain / CCI Paris Île-de-France

Effectifs de l'enseignement supérieur à la rentrée 2013

	Île-de-France	France métropolitaine	Île-de-France / France métro. (%)
Universités	368 807	1 472 823	25,0
<i>dont préparation DUT</i>	17 818	114 693	15,5
Sections de techniciens supérieurs	45 235	246 403	18,4
Classes préparatoires aux grandes écoles	26 695	81 839	32,6
Formations d'ingénieurs ⁽¹⁾	32 664	137 117	23,8
Écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité (hors STS)	44 801	133 895	33,5
Autres écoles et formations d'enseignement supérieur ⁽²⁾	129 289	342 488	37,7
Ensemble ⁽³⁾	645 071	2 389 013	27,0

⁽¹⁾ Ensemble des écoles et formations d'ingénieurs (universitaires ou non), y compris les formations d'ingénieurs en partenariat.

⁽²⁾ Paris-Dauphine, EDHESS, IEP Paris, École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, Inalco, Observatoire de Paris, École pratique des hautes études, Institut de physique du Globe, École nationale des chartes, formations comptables, écoles normales supérieures, facultés privées, écoles juridiques et administratives, écoles supérieures artistiques et culturelles, écoles paramédicales et sociales, préparations intégrées, autres écoles. Pour les formations paramédicales et sociales, données 2012.

⁽³⁾ Sans double compte des formations d'ingénieurs et des classes préparatoires aux grandes écoles dispensées à l'université.

Sources : MESR - DGESIP / DGRI - SIES, Système d'information SISE et autres enquêtes

27 % des effectifs universitaires français se concentrent en Île-de-France, dont 13,8 % à Paris

ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE

APPRENTISSAGE

Effectifs des centres de formation d'apprentis à la rentrée 2012

	Niveau V CAP, BEP	Niveau IV Bac professionnel ou brevet professionnel	Niveau III Bac + 2 (BTS, DUT, 1 ^{er} cycle universitaire)	Niveau II Bac + 3 et + 4 (licence, maîtrise)	Niveau I Bac + 5 ou plus	Ensemble
Île-de-France	20 578	18 752	17 774	10 065	16 578	83 747
Évolution 2012 / 2011 (%)	- 3,4	- 7,4	9,1	- 1,7	12,4	1,1
France métropolitaine	181 330	114 806	73 199	21 976	38 065	429 376
Part de l'Île-de-France (%)	11,3	16,3	24,3	45,8	43,6	19,5

Champ : apprentis sous tutelle de l'Éducation nationale et de l'Agriculture.

Sources : MEN, MESR - DEPP, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA)

Effectifs d'apprentis par filière de formation à la rentrée 2012

	Île-de-France	Part en France (%)
Spécialités disciplinaires	1 716	58,1
Mathématiques et sciences	411	37,2
Sciences humaines et droit	1 096	67,7
Lettres et arts	209	91,7
Spécialités de la production	32 783	12,7
Spécialités pluri-technologiques de la production	2 858	19,1
Agriculture, pêche, forêt	2 107	6,5
Transformations	9 742	13,0
Génie civil, construction, bois	6 639	9,9
Matériaux souples	392	32,3
Mécanique, électricité, électronique	11 045	16,3
Spécialités de services	49 248	27,9
Spécialités plurivalentes des services	85	30,4
Échanges et gestion	25 629	29,0
Communication et information	8 031	46,6
Services aux personnes	14 267	21,4
Services à la collectivité	1 236	30,2
Ensemble	83 747	19,1

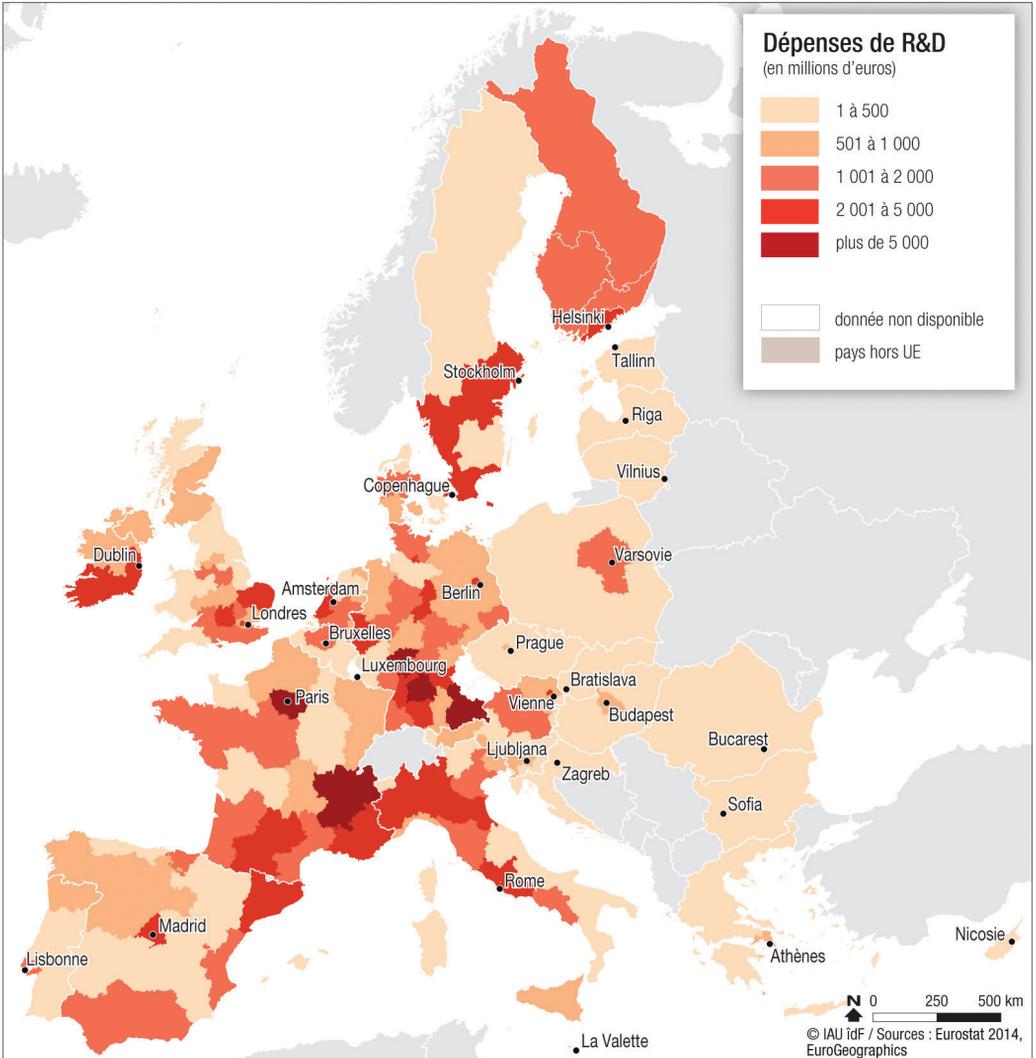


Sources : MEN, MESR - DEPP, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA)

© L. Bonvillain / R. Roux / CCI Paris Ile-de-France

RECHERCHE

Dépenses de recherche et développement des régions de l'Union européenne en 2011



ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE

Dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) et effectifs dans la recherche en 2012

	Île-de-France	France	Part de l'Île-de-France (%)
DIRD (millions d'euros)	18 501	46 545	39,7
entreprises	12 699	30 071	42,2
administrations	5 802	16 474	35,2
Effectif total ⁽¹⁾ de R&D	153 519	412 005	37,3
entreprises	98 129	246 731	39,8
administrations	55 390	165 274	33,5
dont chercheurs rémunérés	103 406	259 066	39,9
entreprises	69 075	156 584	44,1
administrations	34 331	102 482	33,5



Laboratoire cosmétiques de l'ISIPCA © CCI Paris Ile-de-France

Données semi-définitives.

⁽¹⁾ Effectif équivalent temps plein.

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche - DGESIP / DGRI - SIES

Montant du budget de recherche et de transfert de technologie (R&T) réalisé par les collectivités territoriales en 2012 et 2013⁽¹⁾

(millions d'euros)

	Conseil Régional		Conseils Généraux		Communes et EPCI ⁽²⁾		Ensemble		dont montant à destination des Pôles	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Île-de-France	119,9	181,9	41,8	47,1	18,7	20,1	180,4	249,1	31,7	46,3
France métropolitaine	805,8	878,3	196,4	208,1	172,8	238,0	1 175,0	1 324,4	158,4	163,6
Part de l'Île-de-France (%)	14,9	20,7	21,3	22,6	10,8	8,4	15,4	18,8	20,0	28,3

⁽¹⁾ Budgets réalisés pour 2012 et budgets prévisionnels pour 2013.

⁽²⁾ Communes et établissements publics de coopération intercommunale (communautés urbaines, communautés d'agglomération...)

Le budget de R&T correspond à l'ensemble des financements destinés à développer les activités de recherche et développement des universités et des organismes publics, à soutenir l'innovation et la recherche dans les entreprises, à favoriser les transferts de technologie, à promouvoir les résultats de la recherche, à développer la culture scientifique et technique...

Source : MESR - SIES

42,2 % des dépenses de recherche et développement privées se concentrent en Île-de-France en 2012

73 400 chercheurs rémunérés (privé et public), soit 28,3 % des effectifs nationaux

Indicateurs de l'effort budgétaire du Conseil Régional et des Conseils Généraux en direction de la recherche et du transfert de technologie (R&T) en 2012 et 2013 ⁽¹⁾

		Poids dans le budget total de R&T (%)		Budget de R&T par habitant (euros)		Part du budget de R&T dans le budget primitif	
		2012	2013	2012	2013	2012	2013
Île-de-France	Conseil Régional	14,9	20,7	10,1	15,2	2,6 %	3,8 %
	Conseils Généraux	21,3	22,6	3,5	3,9	3,4 ‰	3,6 ‰
France métropolitaine	Conseil Régional	100,0	100,0	12,7	13,8	3,1 %	3,2 %
	Conseils Généraux	100,0	100,0	3,1	3,3	2,9 ‰	2,9 ‰

⁽¹⁾ Budgets réalisés pour 2012 et budgets prévisionnels pour 2013.

Sources : budget R&T : MESR - SIES, population : Insee, dépenses et BP : DGCL

Pôles de compétitivité en 2014

	Domaine de compétences	Nombre de PME adhérentes	Nombre d'ETI adhérentes	Nombre de grands groupes adhérents	Nombre de laboratoires ou d'établissements d'enseignement adhérents	Collectivités territoriales	Partenaires financiers	Nombre total de membres	Nombre de projets financés	Financement total (en millions d'€)	dont financements publics (en millions d'€)
Pôle mondial											
Finance innovation	Banques et entreprises d'investissement, sociétés d'assurance, sociétés de gestion et capital investissement, services aux entreprises financières	82	n.c.	26	14	5	n.c.	255	n.c.	15 ⁽¹⁾	6,8 ⁽¹⁾
Medicen Paris Region	Hautes technologies pour la santé	170	nc	15	30	3	11	217	246	901	410
Systematic Paris Region	Automobile et transports, télécoms, confiance numérique et sécurité, gestion intelligente de l'énergie, logiciel libre et outils de conception et développement de systèmes, TIC et santé, TIC et ville durable	465	19	157	142	21	22	826	458,0	2400	826
Pôle à vocation mondiale											
Cap Digital Paris Region	Filière des contenus et services numériques	782	12	45	211	5	14	944 ⁽²⁾	51 ⁽³⁾	96,5 ⁽³⁾	44 ⁽³⁾
Mov'eo	Automobile, transports collectifs, sécurité routière et environnement	204	3	54	53	7	8	371	175	942	385
Pôle national											
Advancity	Développement durable de la ville, habitat et construction, mobilité en milieu urbain, éco-technologies	155	19	20	31	31	4	260	152	446	172
ASTech	Aviation d'affaires, transport spatial, motorisation et équipements	138	21	41	45	10	0	274	47	222,5	95,2
Cosmetic Valley	Parfumerie, cosmétique	241 ⁽¹⁾	n.c.	61 ⁽¹⁾	97 ⁽¹⁾	nc	nc	399 ⁽¹⁾	9 ⁽¹⁾	217 ⁽¹⁾	102 ⁽¹⁾
Elastopole	Industrie du caoutchouc et des polymères	59	6	16	27	10		133	42	168	55,7

⁽¹⁾ données 2013

⁽²⁾ ou 1161 avec filiales (labo...)

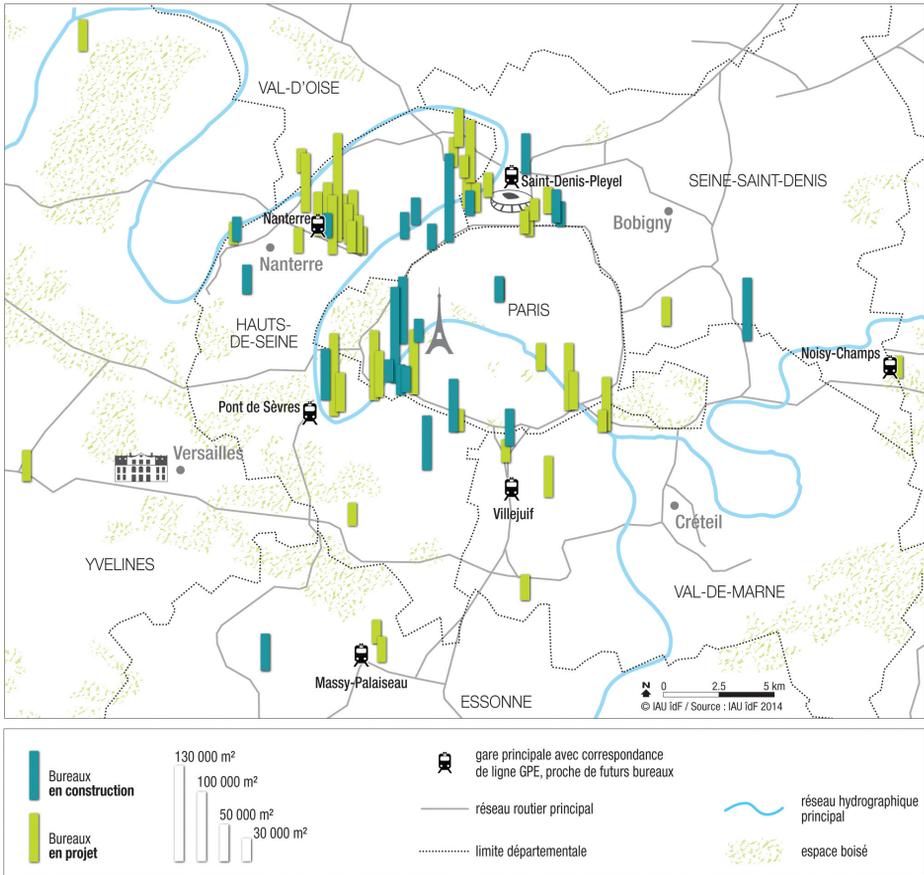
⁽³⁾ sur l'année 2014 uniquement

n.c. : données non communiquées.

Sources : Advancity, ASTech, Cap Digital, Cosmetic Valley, Elastopole, Finance innovation, Medicen, Mov'eo, Systematic

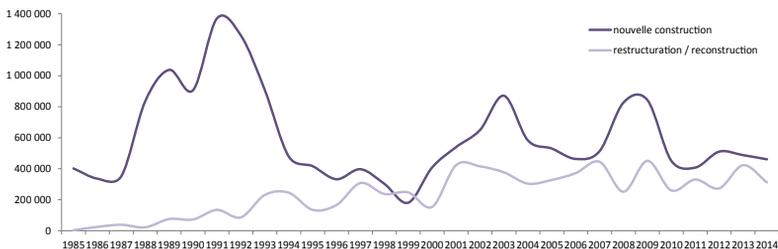
IMMOBILIER D'ENTREPRISES

Principales opérations de bureaux à l'horizon 2020 (surfaces d'au moins 30 000 m²)



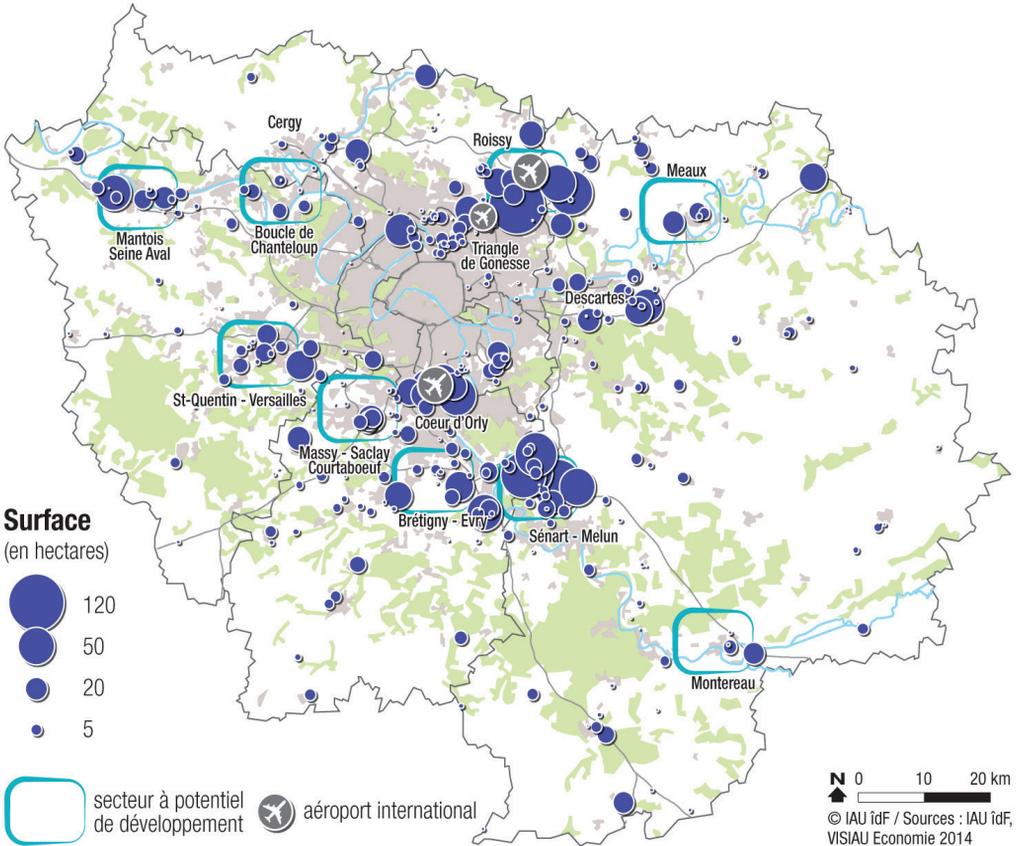
Superficie annuelle de bureaux de 5 000 m² ou plus livrés depuis 1985

surfaces (en m²)



Source : IAU ÎdF d'après Grecam

Surfaces disponibles des zones d'activités économiques en 2013



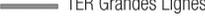
1 300 zones d'activités économiques en 2013, soit près de 28 000 hectares dont 2 370 de terrains disponibles

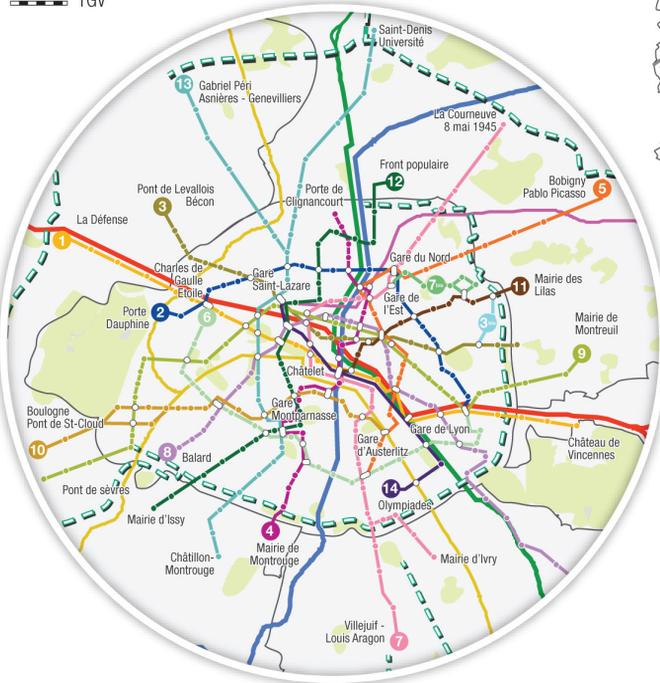
52,8 millions de m² de bureaux en 2014

INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS

Réseau ferré francilien

Réseau ferré

-  Métro
-  Tramway - TCSP
-  RER
-  Transilien
-  TER Grandes Lignes
-  TGV
-  Station de métro
-  Station de métro avec correspondance
-  Gare voyageur (Transilien / TER Grandes Lignes)

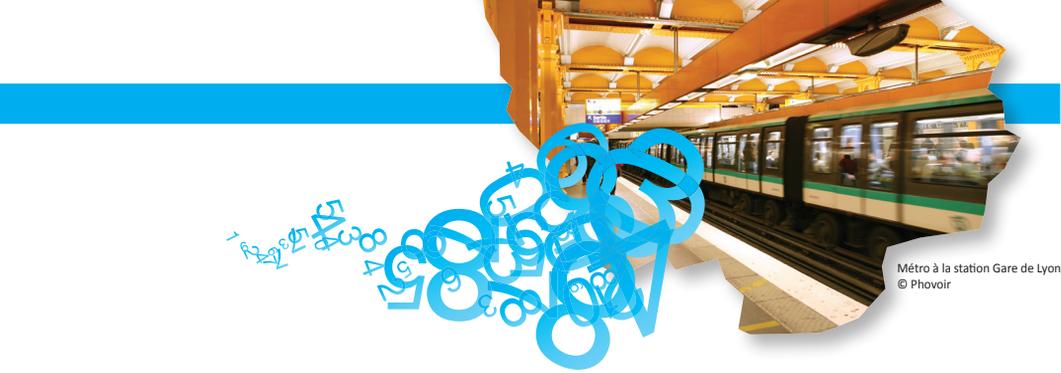


Le zoom ne fait pas figurer les Transiliens, TGV et TER Grandes Lignes

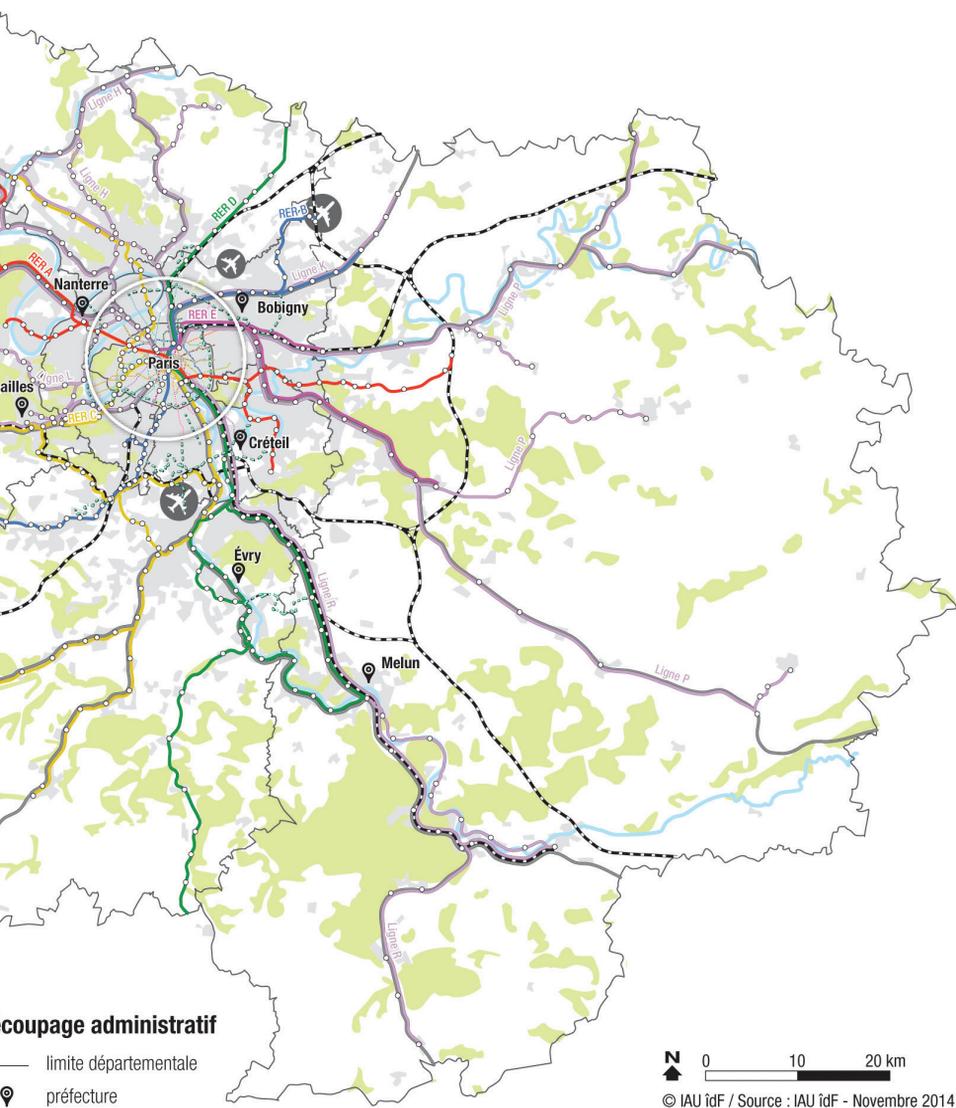


Occupation du sol

-  espace construit
-  espace boisé
-  autre espace
-  principaux cours d'eau



Méto à la station Gare de Lyon
© Phovoir



INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS

Trafic aérien en 2014

	2014	Évolution 2014/2013 (%)
Passagers (milliers)	92 669	2,6
Paris - Charles-de-Gaulle	63 809	2,9
Orly	28 860	2,0
Mouvements (milliers)	693	- 1,2
Paris - Charles-de-Gaulle	465	- 1,4
Orly	228	- 0,7
Fret et poste (milliers de tonnes)	2 202	1,2

Source : Aéroports de Paris

Immatriculations de voitures particulières neuves en 2013

	Immatriculations	Évolution 2013/2012 (%)
Île-de-France	331 601	- 4,5
France métropolitaine	1 790 456	- 5,7
Part de l'Île-de-France (%)	18,5	+ 0,2 point
Taux de pénétration étrangère en France ⁽¹⁾ (%)	46,6	- 0,8 point

⁽¹⁾ Hors transit temporaire.

Source : Comité des constructeurs français d'automobiles

Trafic de fret en 2014

	Fret (tonnes)	Évolution 2014/2013 (%)
Trafic fluvial	20 100 594	- 3,1
Chargements	8 903 323	0,1
Déchargements	11 197 271	- 5,5
Trafic fluviomaritime	298 838	- 15,7
Chargements	210 099	27,6
Déchargements	88 739	- 53,3
Ensemble (fluvial + maritime)	20 399 432	- 3,3

Source : Haropa

Transports collectifs en 2013

	Milliards de voyageurs-kilomètre	Évolution 2013/2012 (%)
RATP dont :	16,03	0,7
Métro	7,60	- 0,9
RER (lignes A et B)	5,04	- 1,8
Réseau de surface Paris et banlieue	3,39	8,7
Transilien (RER hors RATP et trains SNCF)	12,03	- 0,5
SNCF France métropolitaine	76,00	- 1,3
Part de l'Île-de-France (%)	15,8	+ 0,1 point

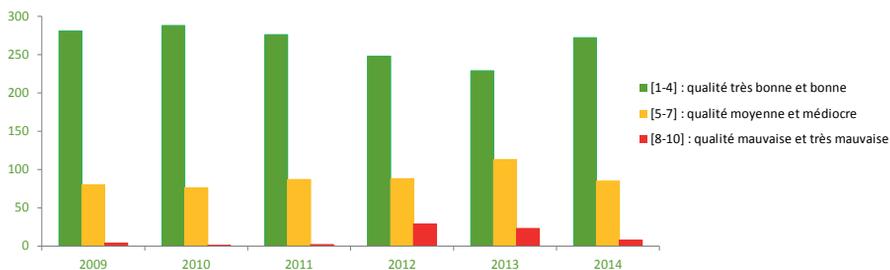
Sources : SNCF, RATP, ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

1,2 milliard de voyages par an sur les 13 lignes de trains régionaux et de RER

1,5 milliard de voyages par an sur les 14 lignes de métros

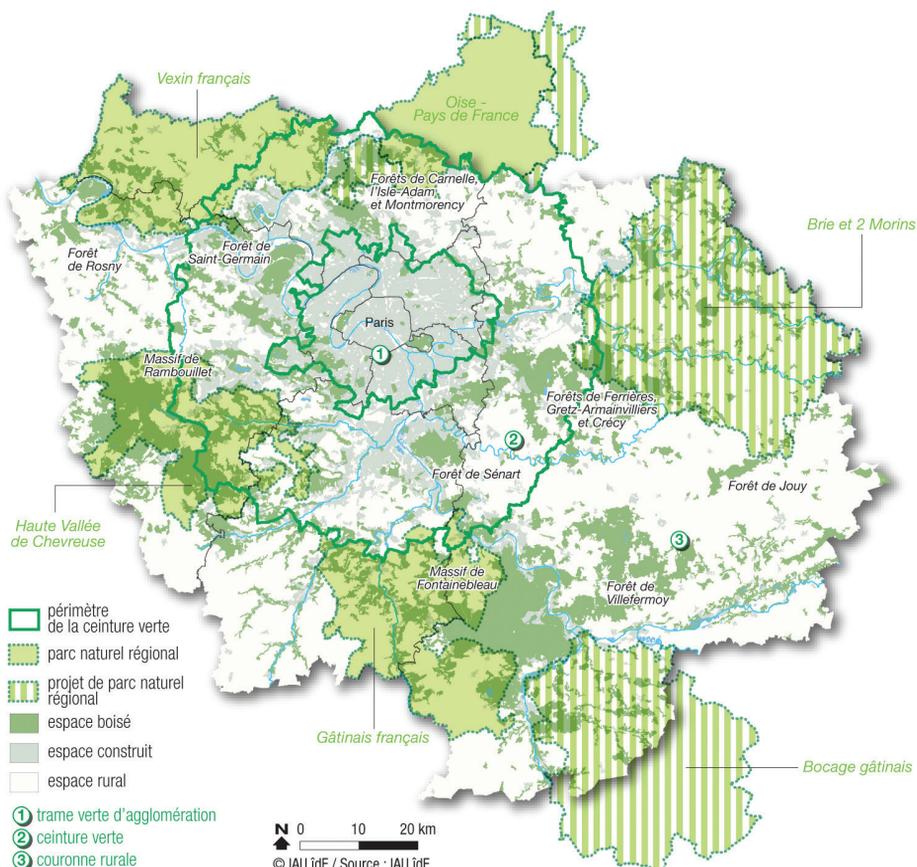
La région compte **1 442** lignes de bus et **10** lignes de tramways

Indice multipolluant de la qualité de l'air en milieu urbain (ATMO) pour l'agglomération parisienne de 2009 à 2014, en nombre de jours selon la valeur de l'indice



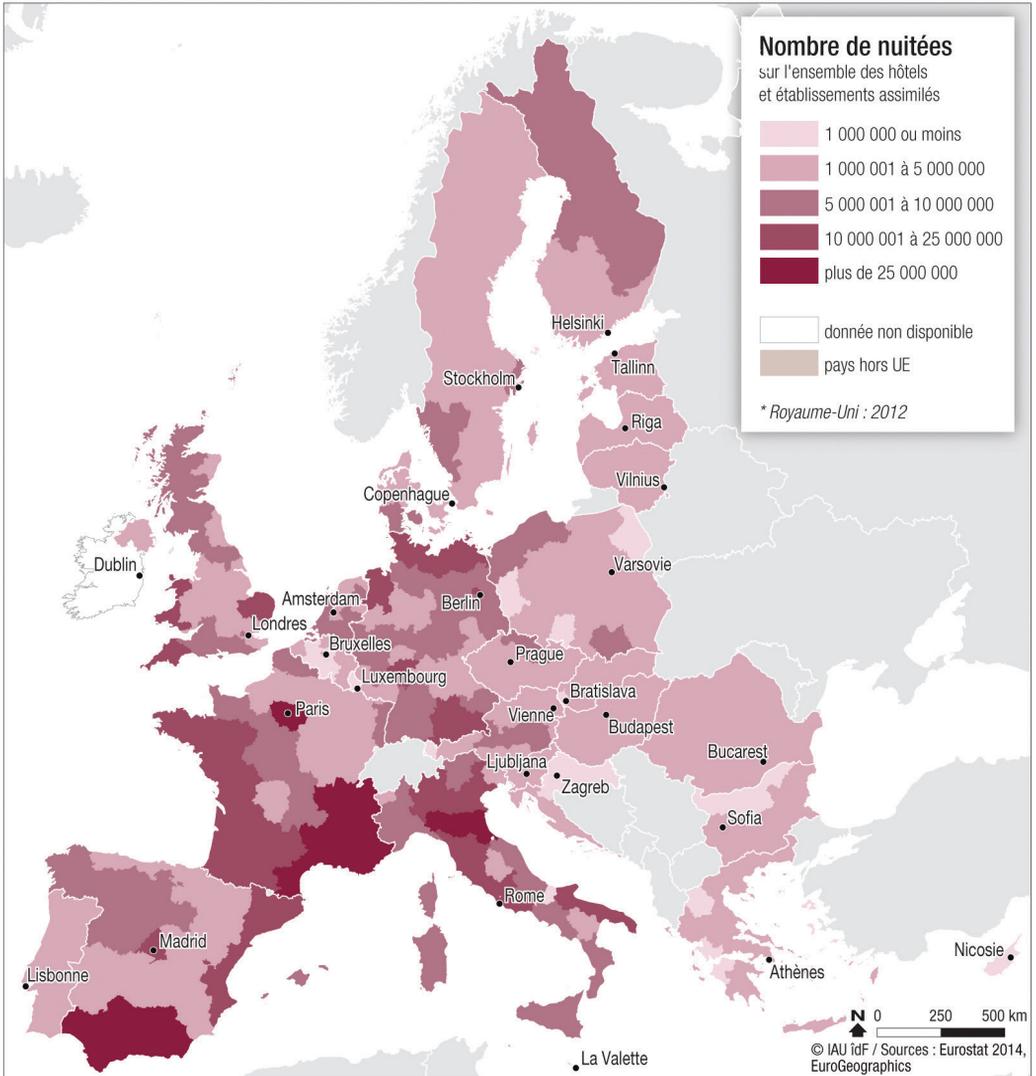
Source : Airparif

Grands ensembles naturels d'Île-de-France en 2014



TOURISME

Fréquentation hôtelière dans les régions de l'Union européenne en 2013*



Les retombées économiques du tourisme concernent
directement **500 000** emplois

32 millions de touristes
visitent chaque année la région, parmi lesquels
53 % d'étrangers



Saint-Germain-en-Laye
© David Blondin / CRT Pidf

Répartition des hôtels de tourisme au 31.12.2013

	Hôtels classés						Hôtels non classés	Ensemble 2013	Évolution 2013/2012 (%)
	1 ★	2 ★	3 ★	4 ★	5 ★	Ensemble			
Paris									
Établissements	27	215	621	259	47	1 169	335	1 504	1,8
Chambres	1 415	8 496	28 726	22 151	4 946	65 734	12 245	77 979	0,7
Île-de-France									
Établissements	93	353	873	373	52	1 744	631	2 375	1,2
Chambres	6 671	19 282	50 937	40 641	6 019	123 550	27 556	151 106	0,7
France métropolitaine									
Établissements	649	4 544	5 338	1 434	259	12 224	4 916	17 140	0,9
Chambres	32 962	128 349	223 095	105 569	18 160	508 135	119 178	627 313	1,3

Sources : Insee - DGCIS - Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Fréquentation des hôtels de tourisme en 2013

	1 ★	2 ★	3 ★	4 ★	5 ★	Non classés	Ensemble
Île-de-France							
Arrivées (en milliers) ⁽¹⁾	1 574	4 640	11 008	8 526	1 078	5 532	32 359
dont part des étrangers (%)							47,8
Nuitées (en milliers) ⁽²⁾	2 856	9 294	23 256	18 198	2 818	10 983	67 405
dont part des étrangers (%)							56,9
Taux d'occupation ⁽³⁾	72,4	74,0	75,6	75,7	74,7	69,3	74,1
France métropolitaine							
Arrivées (en milliers) ⁽¹⁾	7 523	22 108	38 857	19 319	2 686	18 842	109 335
dont part des étrangers (%)							30,5
Nuitées (en milliers) ⁽²⁾	12 235	38 275	70 634	37 301	6 299	33 134	197 878
dont part des étrangers (%)							36,4
Taux d'occupation ⁽³⁾	62,9	55,8	60,7	64,7	64,6	55,3	59,6

⁽¹⁾ Arrivées : nombre de clients qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans un même hôtel.

⁽²⁾ Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un hôtel (nombre de personnes multiplié par le nombre de nuits).

⁽³⁾ Taux d'occupation : rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres effectivement disponibles.

Sources : Insee, DGCIS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Fréquentation des principaux musées, monuments et sites touristiques en 2013

	Entrées	Évolution 2013/2012 (%)
Disneyland® Paris	14 900 000	- 6,9
Notre-Dame de Paris	14 000 000	2,6
Sacré-Cœur de Montmartre	10 500 000	0,0
Musée du Louvre	9 201 157	- 4,8
Domaine de Versailles ⁽¹⁾	7 527 122	3,4
Tour Eiffel	6 740 000	7,5
Centre Pompidou ⁽²⁾	3 745 000	- 1,2
Musée d'Orsay	3 467 320	- 3,1
Cité des sciences et de l'industrie	2 642 255	0,0
Chapelle Notre-Dame de la médaille miraculeuse	2 000 000	0,0
Muséum national d'Histoire naturelle ⁽³⁾	1 937 308	- 5,0
Arc de triomphe ⁽⁴⁾	1 775 054	2,5
Grand Palais ⁽⁵⁾	1 423 626	- 6,3
Musée de l'Armée	1 375 014	- 2,1

⁽¹⁾ Entrées du Château, du Grand Trianon, du Petit Trianon et des spectacles.

⁽²⁾ Fréquentation uniquement du musée et des expositions.

⁽³⁾ Ces données comprennent : la grande galerie de l'Évolution, la galerie de paléontologie, les grandes serres et la ménagerie du Jardin des plantes.

⁽⁴⁾ Hors Paris Muséum Pass.

⁽⁵⁾ Succès en 2012 des expositions Monumenta, du début de l'exposition Edward Hopper et de la fin de l'exposition L'aventure des Stein.

Sources : CDT – CRT Paris Ile-de-France – Monuments – Musées – OTCP.



© Gilles Targat / CRT Paris Ile-de-France



Fête de la musique - Orchestre quai Saint-Bernard à Paris
© J.-G. Jules / AERIAL / IAU IdFCRT Paris Ile-de-France

Plus de **395** salons en 2013

8,8 millions de visiteurs dans les salons en 2013

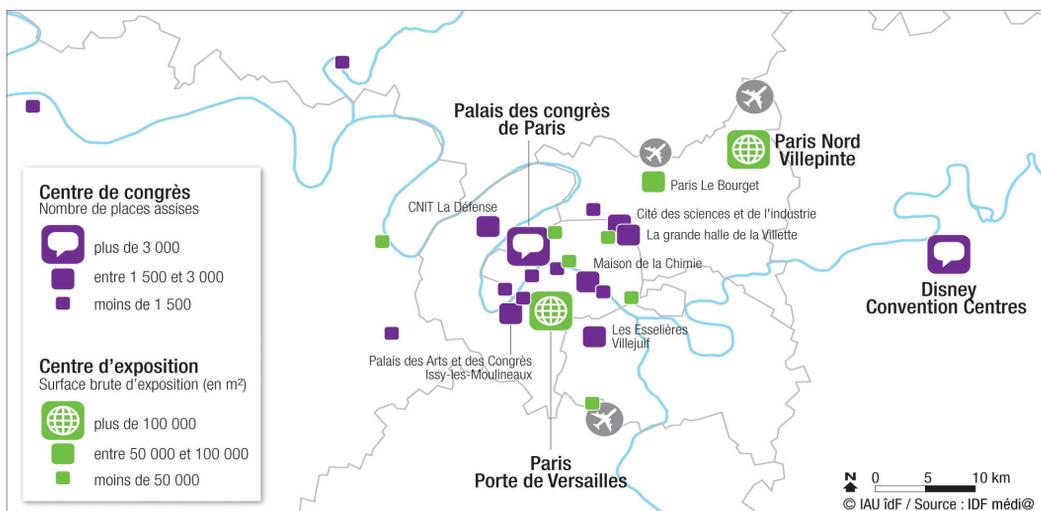
Répartition des congressistes et des congrès par type de site en 2013

	Nombre de participants ⁽¹⁾	Part de marché (%)	Nombre de congrès	Part de marché (%)
Centres de congrès et d'exposition	458 441	70,7	341	32,3
Lieux scientifiques	88 259	13,6	338	32,0
Salles de réunion	41 110	6,4	158	15,0
Hôtels avec salles de réunion	29 375	4,5	84	8,0
Musée - Lieux évènementiels	13 489	2,1	46	4,4
Autres	17 723	2,7	88	8,3
Total	648 397	100,0	1 055	100,0

⁽¹⁾ Sur un total de 907 congrès pour lesquels le nombre de participants est connu.

Source : Office du tourisme et des congrès de Paris

Centres de congrès et d'expositions en Île-de-France en 2014



5,1 milliards d'euros de retombées économiques générées par les salons (3,9 milliards) et congrès (1,2 milliard) en 2013

81 400 emplois (équivalent temps plein) générés par les salons (61 600) et congrès (19 800) en 2013

L'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (Insee) est une administration qui collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur la France et ses régions.

Ses domaines de compétence sont la démographie, l'économie, l'emploi, les conditions de vie, la connaissance des territoires.

Tous les acteurs, collectivités locales, services de l'Etat, entreprises, médias, associations, enseignants, etc., peuvent utiliser les informations de l'Insee, notamment pour prendre des décisions et établir des prévisions.

L'Insee garantit la confidentialité des données recueillies et la qualité des résultats diffusés.

L'Insee en Ile-de-France : 300 personnes en action y compris les enquêteurs

Installé à Saint-Quentin-en-Yvelines, l'Insee Ile-de-France est une direction régionale de l'Insee. Elle contribue à la production statistique nationale de l'Insee, produit, analyse et diffuse l'information au niveau local pour une meilleure connaissance de la région francilienne et de ses territoires.

L'Insee Ile-de-France : une ressource d'appui à la décision

Cette activité d'analyse, à vocation publique, est engagée en partenariat conventionné avec les acteurs publics locaux (collectivités locales, services de l'Etat, chambres consulaires, observatoires régionaux, agences d'urbanisme et de développement, etc.).

L'Insee Ile-de-France : producteur d'une information de référence

- Le recensement de la population sur le territoire francilien. Chaque année, 466 communes de la région sont recensées en partenariat avec les mairies.
- Des enquêtes auprès de 16 000 ménages franciliens, réalisées chaque année sur des thèmes tels que l'emploi, le logement, le transport, etc.
- Des enquêtes auprès des entreprises et collectivités locales.
- L'exploitation de fichiers administratifs à des fins statistiques.
- L'utilisation de données issues d'un réseau de production Insee :
 - . le répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) ;
 - . le répertoire d'état civil ;
 - . les déclarations annuelles de données sociales (DADS) ;
 - . etc.

L'Insee Ile-de-France : l'information par excellence

Sur www.insee.fr/ile-de-france votre information régionale, complète et actualisée :

- . Des données pour connaître les grandes tendances économiques et sociales.
- . Des études pour comprendre et accompagner le débat régional et local.
- . Une information trimestrielle sur la conjoncture régionale.
- . Des dossiers thématiques et un bilan annuel économique de la région.

GLOSSAIRE

Appareil productif

Entreprise (définition retenue par Eurostat) : une entreprise est une unité organisationnelle de production de biens et services marchands jouissant d'une autonomie de décision. L'unité légale correspondant à la notion d'entreprise est identifiée par son numéro SIREN dans le répertoire Sirene. L'entreprise est matérialisée par son établissement siège social. Sont exclus de cette définition, notamment, les institutions et services de l'État et des collectivités territoriales, les associations, les hôpitaux et les unités bénéficiant de transferts financiers publics.

Établissement : une entreprise exerce son activité dans un ou plusieurs établissements géographiquement distincts. Un établissement est repéré par une adresse. A une adresse donnée, une entreprise n'a qu'un seul établissement.

Emploi

Estimations trimestrielles : elles sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement de la statistique établie par les Urssaf. L'Insee interroge directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. En ce qui concerne l'emploi intérimaire, l'indicateur est élaboré par la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques).

Chômeur au sens du BIT : personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond en même temps à trois conditions : être sans emploi durant une semaine de référence, être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours, chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active.

Taux de chômage localisés : les taux de chômage régionaux ou départementaux sont estimés à partir d'une méthodologie qui utilise à la fois les données annuelles de l'enquête emploi en continu et les DEFM (demandeurs d'emploi en fin de mois) de Pôle emploi. La cohérence entre les deux sources est assurée à présent de façon trimestrielle et non plus annuelle. Ces taux ne sont pas des taux de chômage au sens du BIT. Les données, en moyenne trimestrielle, sont corrigées des variations saisonnières.

Chômeur de longue durée : personne au chômage depuis au moins un an.

Champ Pôle emploi : champ d'observation de l'emploi salarié qui comprend les salariés de tous les établissements du secteur privé industriel et commercial employant au moins une personne sous contrat de travail. Les fonctionnaires de l'État, des collectivités locales et le personnel des établissements publics à caractère administratif, les artistes et les salariés des établissements publics à caractère industriel et commercial ne sont pas comptabilisés dans ce champ par Pôle emploi. Le taux de couverture des statistiques Unédic était de 70 % de l'emploi salarié régional recensé au RGP 1999.

Champ Acoess : couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'État ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Il est très proche de ceux de l'Unédic (hors grandes entreprises nationales) et de l'Insee (qui inclut l'emploi à domicile). Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans les industries agroalimentaires (IAA), le commerce de gros et les services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale.

Catégories de demandeurs d'emploi : pour les analyses statistiques, les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont présentées en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois).

Taux d'activité : proportion de la population active (actifs ayant un emploi et chômeurs) dans la population totale correspondante.

Revenus

Excédent brut d'exploitation : solde du compte d'exploitation pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

Revenu mixte : solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles.

Revenu moyen imposable par foyer fiscal : il représente le total des revenus déclarés du foyer fiscal (salaires, pensions, rentes, revenus fonciers...) diminué des abattements forfaitaires et des charges déductibles (frais de garde, pensions alimentaires...).

Foyers fiscaux imposables : personnes ayant un impôt à acquitter ou qui ne bénéficient pas d'un remboursement total des crédits d'impôt dont ils disposent.

Environnement

Indice ATMO : l'objectif de l'indice est de caractériser une situation moyenne pour une agglomération urbaine. Quatre polluants sont pris en compte : le dioxyde de soufre, le dioxyde d'azote, l'ozone et les poussières. Un sous-indice est calculé pour chaque polluant. C'est le sous-indice maximum qui est retenu comme indice ATMO final caractérisant la qualité globale de l'air de la journée considérée. Cet indice comprend 10 niveaux allant de 1 (très bon) à 10 (très mauvais).

LIENS UTILES

Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos).....	www.acoss.fr/home/observatoire-economique/donnees-statistiques.html
Aéroports de Paris.....	www.aeroportsdeparis.fr/groupe/groupe-et-strategie/essentiel/trafic
Agence BIO.....	www.agencebio.org/la-bio-dans-les-regions
Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies.....	www.arenidf.org
Airparif.....	www.airparif.asso.fr
Bruitparif.....	www.bruitparif.fr
Centre régional d'observation du commerce, de l'industrie, et des services (CROCIS) de la CCI Paris Ile-de-France.....	www.crocis.cci-paris-idf.fr
Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France (CCI Paris Ile-de-France).....	www.cci-paris-idf.fr
Comité des constructeurs français d'automobiles.....	www.cdfa.fr/Publications
Comité régional du tourisme Paris Ile-de-France.....	pro.visitparisregion.com/chiffres-tourisme-paris-ile-de-france/frequeuntation-touristique-paris
Conseil régional d'Île-de-France.....	www.iledefrance.fr/territoire/carte-identite
Direction générale des douanes et droits indirects (statistiques).....	lekiosque.finances.gouv.fr/Appchiffre/portail_default.asp
Direction générale des finances publiques (DGFIP).....	www.impots.gouv.fr
Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi en Île-de-France (Direccte).....	www.ile-de-france.direccte.gouv.fr/-Etudes-et-statistiques,80-.html
Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France (DRIAAF).....	draf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/Chiffres-et-publications
Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE) Ile-de-France.....	www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/donnees-r627.html
Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA) Ile-de-France.....	www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/statistiques-r1546.html
Eurostat.....	ec.europa.eu/eurostat/data/database
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU idF).....	www.iau-idf.fr
Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) Ile-de-France.....	www.insee.fr/fr/regions/idf/
Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.....	www.developpement-durable.gouv.fr
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.....	www.economie.gouv.fr/
Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative.....	www.education.gouv.fr/pid25496/statistiques.html
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.....	www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid24683/l-enseignement-superieur-en-chiffres.html
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé.....	travail-emploi.gouv.fr/etudes-recherches-statistiques-de,76/statistiques,78
Observatoire régional de l'emploi et de la formation (OREF).....	www.defi-metiers.fr/
Observatoire régional de santé (ORS) Île-de-France.....	www.ors-idf.org
Paris Region Entreprise (PRE).....	www.paris-region.com
Pôle emploi services.....	www.lobservatoiredelemploi.fr
Portail de l'État au service des collectivités.....	www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales
Ports de Paris.....	www.haropaports.com/fr/paris?
SIT@DEL2.....	www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/sit-del-2-r202.html
Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF).....	www.stif.info

LES ESPACES ONT BESOIN D'IDÉES

L'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF), agence régionale unique au service de tous les territoires franciliens, propose analyses, études et outils d'aide à la décision.

PLUS DE 160 EXPERTS

Aménagement du territoire, environnement, mobilités et transports, économie, habitat, foncier, modes de vie, santé, sport, etc.

ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION-CAPITALE

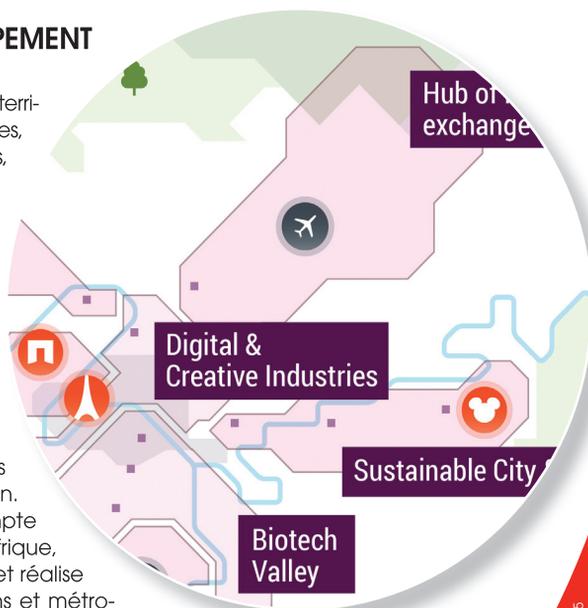
L'IAU îdF travaille sur l'aménagement du territoire régional, les dynamiques territoriales, la transition écologique, les mobilités, l'habitat... Il participe à l'élaboration des grands schémas régionaux d'aménagement (Sdrif «Île-de-France 2030»), de développement urbain (PDU), d'habitat (SRHH), de développement économique (SRDEII)...

PENSER LES DYNAMIQUES TERRITORIALES

L'IAU îdF intervient auprès des territoires et des entreprises pour faciliter par des idées innovantes la prise de décision. L'institut exporte son savoir-faire et compte à son actif de nombreuses missions : Afrique, Amérique latine, Moyen-Orient, Asie... et réalise des benchmarks sur les grandes régions et métropoles mondiales.

INFORMER DÉCIDEURS ET CITOYENS

L'IAU îdF développe des outils numériques, interactifs et participatifs sur l'Île-de-France. Il contribue aussi activement à la démarche d'**open data**. Exemples : **Paris Region Map**, carte économique de l'Île-de-France ; **Wikimap'PROJETS**, carte collaborative des projets d'aménagement ; **Mode d'occupation du sol** (Mos).



POUR EN SAVOIR PLUS

Ile-de-France

- **Mos 1982-2012. Volume 1. Du ciel à la carte**, Cahiers n° 168, IAU ÎdF, 2014.
- **Mos 1982-2012. Volume 2. De la carte au territoire**, Cahiers n° 169, IAU ÎdF, 2014.
- **Abécédaire de la future Métropole du Grand Paris, Carnet 1 : État des lieux thématique**, APUR et IAU ÎdF, 2014
- **Abécédaire de la future Métropole du Grand Paris, Carnet 2 : Une métropole de toutes les échelles**, APUR et IAU ÎdF, 2014

Population

- **Plus de femmes que d'hommes entre 20 et 24 ans en Ile-de-France**. C. Perrel, C. Martinez. Insee Flash Ile-de-France N° 4 - mars 2015
- **Démographie : le centre de l'agglomération parisienne à nouveau dynamique**. J. Bellidenty, C. Martinez, C. Perrel (Insee Ile-de-France) et P. Louchart (IAU Ile-de-France). Note rapide Société N°639, IAU ÎdF, 2014
- **Atlas de Franciliens - Edition 2013**. AORIF, IAU ÎdF, Insee Ile-de-France, 2013

Économie générale

- **Un taux de chômage des jeunes élevé en Ile-de-France mais moins que dans d'autres grandes régions européennes**. M. Le Priol. Enjeux n° 169, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, novembre 2014
- **La conjoncture en Ile-de-France en septembre 2014 : l'opinion des chefs d'entreprise**. CCI Paris Ile-de-France, octobre 2014.
- **Ile-de-France : les entreprises exportatrices s'en sortent toujours mieux**. Y. Burfin et Y. Posvic. Enjeux n° 167, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, septembre 2014.
- **Atouts et handicaps de la concentration urbaine pour le développement durable francilien**. J. Bellidenty et N. Couleaud. Insee Analyses Ile-de-France N° 4 - septembre 2014.

Emploi et revenus

- **Un salarié sur trois est cadre dans les services marchands en Ile-de-France**. C. Calvier et S. Guevara (Insee Ile-de-France), B. Gualbert (Crocis). Enjeux n° 168, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, octobre 2014.
- **Paris et l'ouest de la région concentrent les revenus les plus élevés d'Ile-de-France**. C. Godonou et C. Martinez (Insee Ile-de-France). Insee Analyses Ile-de-France N° 6 - novembre 2014.
- **Emploi et crise, Départements et territoires de l'Île-de-France**. P. Leroi. IAU ÎdF, 2014.
- **Emploi et crise, En Île-de-France et 7 autres régions françaises**. P. Leroi. IAU ÎdF, 2014.
- **Un emploi salarié francilien sur deux dans les services marchands**. B. Gualbert (Crocis) et J.-W. Berthelot (Insee Ile-de-France). Enjeux n° 161, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, février 2014.

Entreprises

- **La création d'entreprise en Ile-de-France en 2014**. Y. Burfin. Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, octobre 2014.
- **Avec le régime de l'auto-entrepreneur, les profils des créateurs d'entreprises franciliens ont été modifiés**. Y. Burfin (Crocis), C. Calvier et S. Abdelmalek (Insee Ile-de-France). Enjeux n° 166, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, juillet 2014.
- **Panorama 2014 de la cession-reprise d'entreprises en Ile-de-France**. Y. Burfin. Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, juin 2014.
- **Un quart des salariés de province du secteur marchand dépend d'un centre de décision francilien**. M. Le Priol (Crocis) et L. Omont (Insee Ile-de-France). Enjeux n° 163, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, avril 2014.
- **Les femmes créent un tiers des entreprises en Île-de-France**. S. Abdelmalek (Insee Ile-de-France), C. Camors (IAU Île-de-France) et C. Hollender (Région Ile-de-France). Note rapide Économie n° 643, IAU ÎdF, 2014.

Secteurs d'activité

- **Les services à la personne, un secteur dynamique qui plaide pour la stabilité réglementaire**, B. Gualbert. Enjeux n° 171, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, février 2015
- **Bureaux en Ile-de-France : construire plus ou produire mieux ?** R. Roger. Note rapide Économie n° 645, IAU ÎdF, 2014.
- **Les industries des ENR en Île-de-France - 3. Les bioénergies**. T. Petit. IAU ÎdF, 2014.
- **Les entreprises de sécurité d'Ile-de-France : vers une sortie de crise ?** B. Gualbert. Enjeux n° 164, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, mai 2014.

- **Automobile en Ile-de-France : des emplois de plus en plus tournés vers l'innovation.** Y. Burfin. Enjeux n° 162, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, mars 2014.

Logement

- **Le logement, cœur de métier de la future métropole du Grand Paris.** H. Joinet. Note rapide Habitat n°663, IAU ÎdF, 2014.
- **350 000 ménages à très bas revenus dans le parc de logements francilien,** J.-J. Guillouet et P. Pauquet. Note rapide Habitat n°647, IAU ÎdF, 2014.

Infrastructures et transports

- **Le vélo retrouve sa place parmi les mobilités du quotidien.** J. Courel et D. Riou. Note rapide Mobilité, n° 670, IAU ÎdF, 2014.
- **Toujours plus d'itinéraires cyclables en Île-de-France.** M.A. Lopes. Note rapide Mobilité, n° 669, IAU ÎdF, 2014.
- **En Ile-de-France, l'usage de la voiture pour aller travailler diminue.** C. Calvier et F. Jacquesson. Insee Analyses Ile-de-France N° 11 - janvier 2015.

Environnement

- **Le développement durable dans les entreprises franciliennes,** J. Tuillier. Enjeux n° 170, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, décembre 2014
- **Les éco-activités, au cœur des enjeux économiques et territoriaux franciliens.** J. Tuillier. Enjeux n° 165, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, juin 2014.
- **Le Sdrif : un modèle territorial pour anticiper le changement climatique,** S. Barreiro. Note rapide Environnement n° 660, IAU ÎdF, 2014.
- **La vulnérabilité de la ville à la chaleur par l'approche Zones climatiques locales,** E. Cordeau. Note rapide Environnement n° 661, IAU ÎdF, 2014
- **Les stratégies de végétalisation pour aider la ville à faire face à la canicule,** C. de Munck et A. Lemoisu (CNRS/Météo France), E. Cordeau et L. Nologues (IAU Île-de-France). Note rapide Environnement n° 662, IAU ÎdF, 2014.

Tourisme

- **Rencontres et événements d'affaires à Paris Île-de-France - édition 2014.** J.-M. Nays et E. Rodier (département Tourisme, congrès et salons). CCI Paris Ile-de-France, 2014.

08:20

**LE PROGRÈS
C'EST
AVANCER
SANS FAIRE
DE BRUIT**

EN CHARGE
 **78%**



EDF ET SES FILIALES CONÇOIVENT LE FUTUR RÉSEAU DE RECHARGE AUTOMOBILE

Nous déployons des réseaux de bornes de recharge et nous concevons des batteries plus performantes pour circuler autrement. D'ici 2015, 5000 bornes de recharge électrique seront installées partout en France. En partenariat avec les constructeurs automobiles, nous faisons entrer le véhicule électrique dans la ville.

pulse.edf.com

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Cet ouvrage a été réalisé par :

- **la Chambre de commerce et d'industrie de région Paris - Ile-de-France** (CCI Paris Ile-de-France), présidée par Pierre-Antoine GAILLY ;
- **l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France** (IAU Île-de-France), dirigé par Valérie MANCRET-TAYLOR ;
- **et la direction régionale d'Ile-de-France de l'Institut national de la statistique et des études économiques** (Insee Ile-de-France), dirigée par Sylvie LAGARDE.

Directeur de la publication

Étienne GUYOT, directeur général de la CCI Paris Ile-de-France.

Directeur de la rédaction

France MOROT-VIDELAINE, directrice des Politiques territoriales, CCI Paris Ile-de-France.

Conception et rédaction

Frédéric BROUILLET (Insee Ile-de-France), Yves BURFIN (CCI Paris Ile-de-France / CROCIS), Vincent GOLLAIN (IAU Île-de-France / Dép. Économie), Patrick HERNANDEZ (Insee Ile-de-France), Martine MOUNOURY (Insee Ile-de-France), Christine TARQUIS (IAU Île-de-France / Dép. Économie).

Cartographie

Pascale GUÉRY (IAU Île-de-France / Dép. Économie).

Mise en page

Nathalie PAGNOUX (CCI Paris Ile-de-France / CROCIS).

Impression

IMP'ACT - Saint Gely du Fesc (34)

© Copyright CCI Paris - Ile-de-France / IAU Île-de-France / Insee Ile-de-France - Mai 2015





1 - Jouy-en-Josas (78) © JM Biais / CCI Paris Ile-de-France • 2 - La Grande Arche de La Défense (92) © JL Aubert / CCI Paris Ile-de-France • 3 - Min Rungis (94) © A. Potignon / CCI Paris Ile-de-France • 4 - Paris (75) © Phovoir • 5 - Usine pharmaceutique © picsfive / Fotolia • 6 - Mantes Innovaparc à Buchelay (78) © CCI Paris Ile-de-France • 7 - Comexposium Foire de Paris à la Porte de Versailles (75) © F / FOUCHA • 8 - Tramway T2, porte de Versailles, Paris (75) © D. Delaporte / CCI Paris Ile-de-France • 9 - Meaux (77) © D. Delaporte / CCI Paris Ile-de-France • 10 - Stade de France, Saint Denis (93) © D. Delaporte / CCI Paris Ile-de-France • 11 - La Marne à Bry sur Marne (94) © D. Delaporte / CCI Paris Ile-de-France • 12 - Plateau de Saclay (91) © P. Guignard / air-images.net



LE GROUPE EDF

VOTRE PARTENAIRE EN ÎLE-DE-FRANCE

Le groupe EDF accompagne chaque jour la région francilienne pour relever ses grands défis. Il apporte son expertise d'industriel, de grand employeur et d'entreprise de service public.

5 sites de production répondent à la demande énergétique francilienne :
Porcheville, Gennevilliers, Vitry-sur-Seine, Vaires-sur-Marne, Montereau.

Engagé dans une démarche de responsabilité sociale d'entreprise, le groupe EDF se mobilise aux côtés des acteurs économiques et sociaux pour anticiper les besoins et **lutter contre la précarité.**

5.2 millions de clients

Le groupe EDF héberge près du quart de ses effectifs en Île-de-France.

24 100 salariés

1 200 recrutements par an

1 300 apprentis

Avec **3 sites spécialisés**, l'Île-de-France regroupe les ressources en R&D du Groupe :
Chatou, Les Renardières, Clamart et prochainement Saclay.

1 500 chercheurs

Au service des stratégies énergétiques des entreprises « l'Observatoire Energies d'entreprises » est accessible sur
www.observatoire-energies-entreprises.fr





Pour la réussite de tous les projets

Groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique, la Caisse des Dépôts et ses filiales se mobilisent pour répondre aux enjeux :

- du financement des entreprises,
- du logement,
- de la transition énergétique et écologique,
- du financement des infrastructures, du tourisme et des transports,
- de la protection des personnes,
- de la gestion des mandats et de la sécurisation des dépôts.

Direction régionale Ile-de-France
 2, avenue Pierre Mendès France
 75013 Paris
 01 49 55 68 00

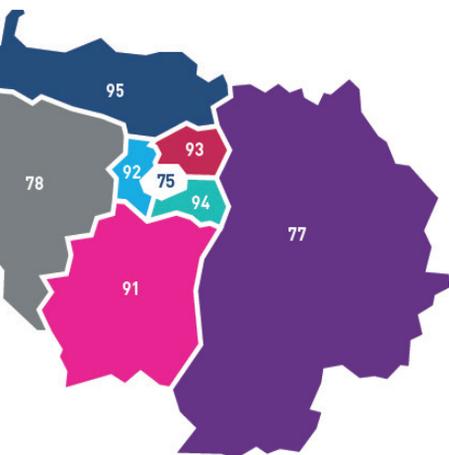
 @CaissedesDepots

www.groupecaissedesdepots.fr



POUR RÉUSSIR, IL VOUS FAUT LES MEILLEURS ATOUTS

Expertise, services, proximité : la CCI Paris Ile-de-France est à vos côtés !



NOS MISSIONS

Représenter les entreprises

- 98 élus, chefs d'entreprise
- 600 000 entreprises
- 130 juristes, économistes, fiscalistes
- 4 centres d'observation économique et juridique

Faire grandir vos projets

- 200 000 entreprises accueillies et conseillées
- 8 500 entreprises accompagnées à l'export

Former aux défis de demain

- 24 écoles
- 500 formations proposées

Promouvoir la région capitale

- 10 parcs d'exposition et de congrès gérés à travers VIPARIS
- 1 500 manifestations organisées par an

ENTREPRISES, COLLECTIVITÉS,

Vous souhaitez mieux connaître un secteur d'activité ou une problématique économique de la région ?

Les économistes et statisticiens du Centre régional d'observation du commerce, de l'industrie et des services vous proposent des **prestations sur mesure** :

- Enquêtes et études sectorielles
- Veilles économiques et territoriales
- Formations aux études économiques et à la veille
- Aide au montage d'un observatoire économique



L'économie en Île-de-France
Chiffres, analyses, tendances

un observatoire de la



L'économie en Ile-de-France :
chiffres, analyses, tendances

Pour toute demande
d'information ou de devis :
crocis@cci-paris-idf.fr
www.crocis.cci-paris-idf.fr
suivez nous @CROCIS_CCI_IDF

0820 012 112
0.12 €/minute
www.cci-paris-idf.fr





27, avenue de Friedland
75382 Paris Cedex 08

0820 012 112
0114 47 00 00
www.cci-paris-idf.fr

CCI TERRITORIALES



1, avenue Johannes Gutenberg - Serris
77776 Marne-la-Vallée Cedex 4

01 74 60 51 00
www.seinetmarne.cci.fr



2, cours Monseigneur Roméro
91004 Évry Cedex

01 60 79 91 91
www.essonne.cci.fr

CCI DÉPARTEMENTALES



2, place de la Bourse
75002 Paris



21, avenue de Paris
78000 Versailles



5, place Nelson Mandela
92729 Nanterre Cedex



191, avenue Paul Vaillant Couturier
93000 Bobigny



8, place Salvador Allende
94011 Créteil Cedex



Cap Cergy - Bâtiment C1
35, boulevard du Port
95000 Cergy

